

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Régime Juridique et Financier des Capitaux étrangers en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

Alexandre G. GEORGESCO

Président : M. JÈZE.

Suffragants : MM. AFTALION.

J. BARTHÉLEMY.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1932

Le Régime Juridique et Financier
des
Capitaux étrangers en Roumanie



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547521_0047

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Régime Juridique et Financier des Capitaux étrangers en Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

Alexandre G. GEORGESCO

Président : M. JÈZE.

Suffragants : MM. AFTALION.

J. BARTHÉLEMY.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1932

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



AVANT-PROPOS

Les capitaux étrangers travaillant dans un pays, sont soumis, en principe, au même régime juridique et financier que les capitaux nationaux.

Ce régime peut être considéré bon ou mauvais, mais puisqu'il est commun aux capitaux sans distinction de leur nationalité, les capitaux étrangers peuvent participer à l'exploitation économique du pays dans les mêmes conditions que les capitaux nationaux.

Chaque Etat, pour répondre aux intérêts particuliers du pays, et suivant sa politique économique, est amené à édicter, comme exceptions à ce principe de l'égalité de traitement des capitaux, des mesures spéciales, concernant la finance étrangère, soit pour obtenir sa participation à l'exploitation économique du pays, soit pour protéger la finance nationale et les intérêts supérieurs de la nation.

Dans cet ouvrage nous nous proposons, après avoir étudié dans une première partie la politique économique de la Roumanie, concernant les capitaux étrangers, d'analyser les dispositions légales du traitement des capitaux étrangers, différentes de celles, concernant les capitaux nationaux.

INTRODUCTION

La circulation internationale des capitaux

La circulation est la caractéristique des capitaux. Les capitaux circulent non seulement à l'intérieur d'un pays, mais aussi bien d'un pays à l'autre, toujours à la recherche d'emplois nouveaux.

Première section.

CAUSE & MODALITÉS DE LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES CAPITAUX

§ 1. — Les capitaux ne passent pas la frontière pour le plaisir de travailler dans un autre pays. Les capitalistes ont des raisons, selon leurs intérêts, pour placer leurs capitaux dans un autre pays.

Les raisons de la circulation internationale des capitaux sont d'ordre économique et d'ordre politique.

Parmi les raisons d'ordre économique, il est à remarquer que dans les pays où les capitaux sont plus rares, le taux d'intérêt est plus élevé, et les capitaux courent là où ils sont mieux payés; dans l'expansion économique pour la conquête des places étrangères, ou pour la création de débouchés nouveaux, les capitalistes sont obligés de faire du crédit aux clients et au besoin, d'augmenter ces crédits pour sauver les capitaux qu'ils ont déjà prêtés; le principe

de la dispersion géographique des placements impose également aux capitalistes de faire leurs placements en pays différents pour ne pas risquer de tout perdre, par suite des circonstances possibles dans un pays; la crainte des mesures fiscales dans un pays pousse également à l'exportation des capitaux, de même que toute instabilité des lois économiques; dans les époques de dépréciation monétaire, les capitalistes transforment leurs sommes dans une monnaie plus stable (1) :

Parmi les raisons d'ordre politique qui provoquent la circulation internationale des capitaux : la crainte de guerre, les révolutions et, généralement, l'incertitude du lendemain qui comprime l'esprit d'entreprise, tiennent la première place.

§ 2. — Toute cette circulation des capitaux d'un pays à l'autre se fait par des prêts et des placements à court ou à long terme.

Les placements à courts termes sont les opérations de banque et de bourse, les ouvertures de crédit à l'étranger, le tirage des effets de commerce sur l'étranger, les placements des fonds en escompte ou en reports sur les places étrangères, et ce qu'on appelle l'arbitrage.

Quant aux placements à longs termes, ils peuvent être effectués par des achats de propriété foncières à l'étranger, commandite d'entreprises industrielles, agricoles, commerciales, fondations de sociétés, souscription ou acquisition de valeurs mobilières : fonds d'Etat ou des villes, actions ou obligations des sociétés.

(1) Henri Truchy, *Cours d'Economie Politique*, Paris 1927, page 76.

Deuxième Section.

LA POLITIQUE DES PAYS EXPORTATEURS DES CAPITAUX ET CELLE DES PAYS IMPORTATEURS DES CAPITAUX

§ 1. — Pour les pays exportateurs des capitaux, si cette sortie des capitaux est due aux conditions politiques intérieures, il est certainement un fait désagréable; mais presque toujours la sortie des capitaux est la conséquence des causes économiques et les capitaux cherchent les placements extérieurs s'ils sont plus productifs.

Il y a des gens qui considèrent l'exportation des capitaux comme une chose peu désirable, celle-ci étant le signe de l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise dans le pays; ils estiment qu'il ne faut pas procurer aux autres pays les armes économiques, dont ils ont besoin, pour devenir les concurrents des pays prêteurs (1).

Ce qu'il y a de certain, c'est que pour les pays prêteurs, considérant que ces pays possèdent des excédents qui ne trouvent pas d'emplois rémunérateurs dans le pays même, l'opération de prêter à l'étranger leur rapporte généralement de gros revenus que les pays emprunteurs leur payent.

Lorsque l'Etat considère la sortie des capitaux comme dangereuse, il l'empêche par des impôts très élevés sur les valeurs immobilières étrangères ou par le refus de cotation en bourse de ces valeurs. Ces mesures ne sont pas, d'ailleurs, suffisantes et d'autres sont très difficiles à prendre.

(1) Henri Truchy, *Cours d'Economie Politique*, Paris 1927, page 80.

Néanmoins, la sortie des capitaux est généralement la conséquence du jeu libre des éléments économiques et le rôle de l'Etat dans les pays exportateurs de capitaux est de chercher à utiliser le plus complètement possible cette force nationale extraordinaire que représente l'argent exporté. Concernant les placements à l'étranger, l'Etat mettra d'accord sa politique extérieure avec sa politique financière, favorisant les emprunts sollicités par certains pays et les refusant aux autres; il cherchera aussi, à l'occasion, à consentir des prêts pour obtenir de la part des pays emprunteurs toutes sortes d'avantages concernant son industrie et son commerce; l'Etat soutiendra également la politique des grands trusts financiers dans la lutte pour la domination économique du monde.

Les capitaux étrangers cherchent dans le pays où ils viennent travailler, une meilleure productivité et en même temps une sûreté absolue. La productivité est assurée par la richesse du pays qu'on veut exploiter, par la possibilité d'expansion des entreprises créées, par la valeur des débouchés que le pays présente et par la possibilité d'établir un monopole.

La sûreté exige, outre les conditions de stabilité d'ordre politique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, une parfaite stabilité des lois économiques basée sur un régime de complète liberté d'action.

Les lois fiscales sévères, les dispositions obligeant les capitaux étrangers à subir un contrôle ou une administration autre que la leur, l'absence des lois protectrices des capitaux en général et du droit de propriété, ont comme conséquence la fuite des capitaux.

§ 2. — Pour les pays importateurs de capitaux l'intérêt est évident : le capital est l'élément indispensable à la mise en valeur de leur richesse latente et

de la constitution ou de la restauration de l'outillage économique.

Emprunter de l'argent, pourtant, à côté des gros avantages que cette opération présente, a aussi des désavantages et de grands risques.

Les intérêts ou les dividendes qu'il faut payer au dehors et les remboursements auxquels il faut faire face, représentent dans la balance internationale des comptes un élément de passif, qui presque toujours est lourd à supporter (1).

Si les capitaux étrangers viennent sous la forme de prêts, les conditions de ces prêts sont, surtout à l'heure actuelle, très onéreuses; la nécessité des gages, l'affectation de certains revenus du pays pour le paiement de la dette et un certain contrôle financier, seront toujours prévus et en outre, l'argent obtenu de cette façon est généralement moins ménagé que celui gagné par l'activité économique nationale.

La plupart du temps les capitaux étrangers cherchent une participation directe à la vie économique d'un pays et, dans ce cas, l'activité, que les capitaux étrangers font marcher, est chèrement payée par des grosses pertes de valeur, car la totalité des bénéfices dus à l'exploitation de la richesse et du travail national par ces capitaux, sort par la frontière.

Quelle que soit la façon de pénétration des capitaux étrangers dans l'économie d'un pays, elle évolue vers l'établissement du monopole sur les branches les plus importantes, les plus productives, les plus rémunératrices et l'indépendance économique du pays ainsi envahi, sera bientôt perdue.

Une fois maîtres des points les plus importants d'un pays, les capitalistes étrangers, soutenus par la politique de l'Etat dont ils relèvent, auront la main forte

(1) Henri Truchy, *Cours d'Economie Politique*, Paris 1927, page 78.

pour exercer des pressions sur l'Etat submergé et influencer sa politique jusqu'à la complète dépendance.

§ 3. — Voilà les intérêts en présence : d'une part les capitaux étrangers qui ne travaillent que pour des bénéfices aussi élevés que possible et qui, dans ce cas cherchent à consolider leur situation jusqu'à devenir les maîtres absolus et exclusifs du milieu économique où ils travaillent, d'autre part, les pays ayant besoin de capitaux du dehors pour pourvoir à leur activité, pour se créer un outillage économique, pour l'exploitation de leurs richesses, enfin pour se mettre à la page du progrès réalisé dans le monde, sans toutefois abandonner librement ces richesses au profit des capitalistes étrangers, sans qu'ils renoncent d'être les maîtres chez eux, ou sans qu'ils risquent d'entrer sous la tutelle économique et politique étrangère.

Comment résoudre ce problème !

Faut-il que les pays, ayant besoin de capitaux, renoncent complètement à faire appel à l'argent du dehors et faut-il empêcher complètement l'infiltration des capitaux étrangers dans l'économie nationale ?

Faut-il laisser une liberté complète à l'accès des capitaux étrangers ; les mettre sous un régime de parfaite égalité de traitement avec les capitaux nationaux et ne pas intervenir d'aucune façon dans le jeu libre des éléments économiques ? Ou bien, convient-il de trouver une solution intermédiaire inclinée plus ou moins d'un côté ou d'un autre, tout en laissant libre l'accès et l'infiltration des capitaux étrangers, leur faire subir parfois un certain contrôle et certaines restrictions, et, quoique en principe il n'y aura qu'un seul et même régime pour les capitaux étrangers ou nationaux, l'Etat interviendra au profit des capitaux nationaux pour assurer l'égalité des forces dans la

lutte pour la domination des facteurs économiques du pays et sauvegarder certains intérêts vitaux de l'Etat concernant son indépendance économique et sa défense nationale?

Le parti à prendre est l'affaire des hommes d'Etat, dont on exige beaucoup de tact, d'esprit scrupuleux, de responsabilité et un grand sentiment national.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

La politique économique & financière de la Roumanie & les capitaux étrangers

Première Section.

CONSIDÉRATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SUR LA SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE ET SUR L'INFILTRATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS EN ROUMANIE

§ 1. — *Considérations sur le développement économique de la Roumanie.*

1. — La Roumanie a toujours passé pour un pays bien doué au point de vue des richesses naturelles. La variété des richesses du sol, du sous-sol et les sources d'énergie, ouvre le plus grand terrain d'activité et sont la meilleure garantie d'un développement économique particulièrement brillant.

L'agriculture est la plus importante des branches de la production et la plus grande source de richesse de la Roumanie, la qualité du sol étant particulièrement appréciée. La culture des céréales, l'élevage, la pêche, la vigne, les arbres fruitiers trouvent les meilleures conditions pour une exploitation intense.

Parallèlement à l'agriculture, des immenses forêts

assurent un développement vaste de l'industrie forestière.

Quant au sous-sol, il est à remarquer le nombre et la variété de ses richesses. Si la Roumanie figure aujourd'hui au sixième rang parmi les pays producteurs de pétrole, c'est parce qu'on n'exploite qu'une partie infime en comparaison avec ses vastes gisements.

La Roumanie est le second pays au monde au point de vue de la richesse en gaz méthane, dont le prix est infime et dont l'importance est si grande.

A côté du pétrole et du gaz méthane, la Roumanie possède des monts et des mines de sel gemme en quantités énormes; elle possède également de vastes gisements de bauxite qui devraient être la genèse d'une puissante industrie d'aluminium, des charbons, des mines d'or et d'argent exploitées dès l'antiquité, des minerais de fer, de zinc, de plomb, de bismuth, de molybdène, d'antimoine, d'étain, de l'ozokerite, du bitume, etc...

Il est à remarquer aussi des nombreuses sources d'eaux minérales, dont les qualités curatives sont à l'égal des eaux similaires les plus réputées.

La Roumanie possède par-dessus tout d'énormes sources d'énergie; à côté du pétrole, du bois, du gaz méthane, du charbon, les sources d'énergie impérisable, comme les chutes d'eau, très importantes en Roumanie.

Après avoir vu ce que la Roumanie possède comme richesses naturelles, on peut se demander dans quelle mesure elle a réussi à les mettre en valeur, ou, plus généralement, quel est le degré de son développement économique.

Avant tout, il est à remarquer que la Roumanie est un pays très jeune et un grand développement économique d'un pays n'a jamais été l'œuvre d'un laps de temps aussi réduit.

A ce point de vue, malgré le grand progrès que la Roumanie a réalisé, surtout après la dernière guerre, la mise en valeur de ces richesses naturelles est particulièrement souffrante.

Les terrains agricoles, d'une qualité exceptionnelle, ne sont pas cultivés à l'aide des instruments et d'après les méthodes, les plus perfectionnées en vue d'une production intense et de meilleure qualité. Les moyens d'exploitation font défaut et leur absence s'est fait sentir surtout après la réforme agraire.

Cette constatation a la même valeur pour toutes les branches de l'agriculture : la pêche, l'élevage, etc...

Concernant la richesse du sous-sol, pour ne relever que les éléments les plus importants, il est à remarquer que la Roumanie possède 47.613 hectares de terrains, pétrolifères en concession, dont on n'exploite que 3.644 hectares (1), sans compter les réserves de l'Etat non concédées et les 120.000 hectares de terrains pétrolifères — supposés d'après les études faites.

Concernant le gaz méthane, il suffit de remarquer qu'on ne consomme que 8,5 % du débit annuel des sources (2).

Pour tous les autres éléments de la richesse naturelle du pays il faut signaler que leur exploitation souffre par le défaut des moyens et même de l'initiative.

Avant la dernière guerre, la Roumanie était un pays essentiellement agricole; après cette guerre une tendance d'industrialisation a commencé. A l'heure actuelle, il serait une erreur de croire que les diverses industries ne sont pas représentées en Roumanie. Ainsi, l'industrie métallurgique, électro-technique, bois

(1) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, 1930. Banque M. Blank.

(2) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, 1930. Banque M. Blank.

et alimentation, cuirs et peaux, verrerie, matériaux de construction, céramique, papiers et arts graphiques, chimie, etc..., forment un total de 3.966 fabriques avec un capital investi de presque 40 milliards lei (3), sans y compter l'industrie pétrolifère avec 24 milliards lei.

Ce développement est pourtant insignifiant comparé aux matières premières existantes dans le pays, aux nécessités et aux possibilités que le pays présente pour la création des grandes industries.

Pour les autres éléments d'une importance capitale dans le développement économique d'un pays, comme sont les moyens de communication, par exemple, sans entrer en détail, il suffit d'affirmer qu'il y a encore trop à faire, malgré les efforts des dernières années.

§ 2. — *Considérations sur la situation financière générale de la Roumanie.*

1. — La Roumanie ne date comme Etat que depuis 1859 et après avoir été dépouillée et pendant des siècles maintenue dans l'état le plus primitif par les Turcs, elle acquiert son indépendance il y a cinquante-cinq ans.

Dans cet Etat nouveau il y avait tout à faire : les grands travaux publics, les grandes réformes d'ordre social, l'organisation de la défense nationale, l'outillage économique du pays, l'aide à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, etc... Il n'y avait jamais assez d'argent pour pourvoir à ses besoins.

Dans la guerre de 1916 deux tiers du pays ont été envahis par les ennemis qui ont tout sacagé.

Après la guerre de nouvelles dépenses extraordi-

(3) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, 1930. Banque M. Blank.

naires étaient nécessaires : restauration de l'outillage économique et des régions dévastées, l'organisation de la défense nationale, la réforme agraire, soutien à l'agriculture et à l'industrie et toutes sortes de réformes d'ordre social.

2. — Les moyens financiers du pays ont toujours été très réduits, l'Etat Roumain a toujours fait appel aux capitaux étrangers. En 1914 la dette publique de la Roumanie était de 1.730 millions lei-or, dont la moitié était placée en Allemagne et du reste $\frac{3}{5}$ en France, $\frac{1}{5}$ en d'autres pays et $\frac{1}{5}$ en Roumanie (1). Les sommes empruntées depuis 1864 à 1914 ont été bien plus grandes, mais par restitution, amortissements et transactions, elle représente à la veille de la guerre la somme que nous venons d'indiquer.

Pour le paiement des annuités de cette dette publique il a été affecté une somme de 500 millions lei-or dont $\frac{1}{10}$ seulement restait dans le pays.

Deux tiers des sommes empruntées dans cette période ont été utilisés pour les travaux d'utilité publique, rachat et construction de chemins de fer, des ports, etc..., et un tiers pour le recouvrement des déficits budgétaires, la guerre pour l'indépendance et l'organisation de la défense nationale. Comme on le voit la plupart ont été des emprunts productifs, dont le produit a contribué directement ou indirectement au relèvement économique du pays (1).

Après la guerre de 1916 et jusqu'à nos jours les emprunts de l'Etat Roumain n'ont rien produit; ils ont été contractés pour le recouvrement des déficits budgétaires, pour l'approvisionnement de la partie du pays occupée par l'ennemi pendant la guerre, pour la restauration des régions dévastées, pour les réformes d'ordre social, économique et financier (1).

(1) Lapedatu, *Problema Datoriei Publice si Reforma monetară*. București 1925, page 3.

La dette contractée après la guerre ne laisse que la charge des énormes annuités à payer. La dette publique de la Roumanie en 1931 s'approche de 186 milliards lei dont 173 milliards en monnaie étrangère.

Chaque année une somme de 7 milliards lei passe la frontière pour le paiement des annuités de la dette extérieure.

3. — Il y en a trop peu depuis pour qu'on puisse parler de capitaux roumains. En 1829, le traité d'Adrianopole ouvre les Principautés Roumaines au commerce international; à ce moment on commence en Roumanie la production en vue du change. Le Règlement Organique de 1832 introduit dans les Principautés Roumaines, les notions de propriété, de monnaie, du capital et du crédit. En 1867, on frappe les premières monnaies roumaines (1), et entre 1864 et 1880 sont créés les premiers établissements financiers au capital roumain, et pourtant, il est trop tôt pour parler des capitaux mobiliers roumains.

Le pays était essentiellement agricole; les terrains constituaient le placement favori de l'épargne; l'exploitation agricole était la plus rémunératrice. Parallèlement au placement de l'épargne en terre, on trouve la thésaurisation de pièces d'or et d'argent. Les valeurs mobilières ne présentaient au début, ni l'avantage d'une productivité élevée, ni la sécurité nécessaire; les premières valeurs mobilières en Roumanie furent les effets d'Etat ou garantis par l'Etat (2).

En 1880, on a créé la Banque Nationale de Roumanie et ensuite on assiste à la création des banques d'affaires, des entreprises commerciales et industriel-

(1) Burileano, *La formation du capital mobilier en Roumanie avant la guerre, Semaine politique*, Bucarest, 9 décembre 1929.

(2) Burileano, *La formation du capital mobilier en Roumanie avant la guerre, Semaine politique*, Bucarest, 9 décembre 1929.

les sous la forme de sociétés anonymes plaçant des valeurs à revenus variables.

A partir de cette époque on commence à créer les institutions financières destinées à développer l'esprit d'épargne dans les masses, à drainer leurs disponibilités en numéraire.

Le commencement de la formation du capital mobilier roumain appartient à une époque très récente.

En 1914 le capital mobilier roumain était approximativement de 3 milliards lei-or (1).

Il est à remarquer, nous dit M. Manoilescu, qu'avant la guerre la Roumanie trouvait son équilibre au point de vue des capitaux mobiliers pour deux motifs :

a) Son énergie de relèvement économique était assez grande et les disponibilités circulantes augmentaient sans cesse par le surplus annuel de son actif.

b) Avant la guerre de 1914 on trouvait en Roumanie un afflux soutenu de capitaux étrangers circulants mis à la disposition des entreprises roumaines par la finance internationale établie dans le pays.

D'après les calculs de M. Sitiesco, les capitaux étrangers circulants étaient de 69 millions lei-or, sans compter les 511 millions lei-or investis dans l'industrie.

Après la grande guerre la situation a changé :

a) La consommation dans les années de guerre a épuisé presque complètement les disponibilités du capital mobilier national.

b) La contribution de l'étranger, sous la forme de capitaux circulants a été moins importante.

c) L'étranger a livré aux importateurs roumains de grandes quantités de marchandises à crédit et

(1) Topliceano, *Bagatiile Romaniei si Capitalul strain. Democratia* Avril 1927, Bucaresti.

comme ces marchandises étaient destinées à la consommation, il ne resta que les dettes à payer.

d) L'appareil de production de la Roumanie nouvelle est bien plus complexe et plus fort qu'avant la guerre et il nécessite une quantité bien plus grande de capitaux mobiliers pour son fonctionnement.

L'inflation monétaire a mis à la disposition de tout le monde des disponibilités en numéraire, fictives, sans pouvoir d'achats à l'étranger. D'énormes investissements ont été faits dans les entreprises nouvelles ou dans la nationalisation de celles existantes.

Parallèlement à l'inflation, l'importation des marchandises a offert aux commerçants du pays des disponibilités, dont la plupart ont été investies en nouvelles entreprises.

Ces investissements, aux moyens matériels fictifs, dépassant les nécessités, nous ont conduit à la crise actuelle du commerce et de l'industrie.

Malgré les 60 milliards lei environ de capitaux mobiliers existants aujourd'hui, l'absence du capital mobilier s'est toujours fait sentir après la guerre.

4. — La balance du commerce de Roumanie n'a pas toujours été très heureuse. Depuis 1880 jusqu'en 1900 elle s'est régulièrement soldée par un passif appréciable. La totalité des importations dans cette période monte environ à 7 milliards lei-or, tandis que les exportations ne dépassaient pas 5 milliards et demi (1). Il a suivi une époque entre 1901 et 1913, particulièrement brillante pour la Roumanie, ayant une balance de commerce active avec 6 1/2 milliards lei-or d'exportation contre 5 1/2 milliards lei-or d'importation (2).

(1) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, 1928. Banque M. Blank.

(2) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, 1930. Banque M. Blank.

Après la dernière guerre, depuis 1919 à 1930 la balance de commerce de la Roumanie a alterné un solde passif et un solde actif, mais, considérée pour toute cette période, elle a été presque équilibrée avec un certain solde créditeur. La totalité des importations représentant 266 milliards lei tandis que les exportations montaient à 268 milliards lei (1).

Pourtant, il ne faut pas s'enthousiasmer de cette balance de commerce équilibrée. La Roumanie a besoin d'une balance de commerce soldée régulièrement par de gros excédents d'exportation. Pour la Roumanie, les exportations constituent le seul élément qui puisse équilibrer sa balance des paiements. En effet, le passif de la balance des paiements de la Roumanie est constitué par la valeur des importations, par les annuités de la dette publique contractée à l'étranger, par les bénéfices des capitaux étrangers travaillant en Roumanie, par les annuités de la dette commerciale, par le paiement des transports faits pour la Roumanie, par les dettes contractées à l'occasion de la nationalisation de certaines entreprises étrangères, par de grosses commissions payées pour la consolidation de la dette flottante, tandis que l'actif de cette balance ne contient que la valeur des exportations faites. La Roumanie, jeune pays, ne possède pas de capitaux placés à l'étranger ni de moyens de transport pour les autres pays.

D'après les constatations faites, il ressort facilement l'absence de moyens nationaux financiers suffisants, dont la Roumanie a toujours souffert.

Autant pour l'activité de l'Etat que pour celle des particuliers, la Roumanie a toujours fait appel à la finance étrangère : à la finance française et anglaise jusqu'en 1875 et à celle allemande depuis 1875 jusqu'à la guerre mondiale de 1914.

(1) *Les Forces économiques de la Roumanie*, 1930. Banque M. Blank.

Les capitaux mobiliers en Roumanie avant la guerre s'équilibraient avec la nécessité de la vie économique du pays, grâce aux apports du dehors; l'augmentation de ces capitaux après la guerre, étant due à l'inflation monétaire, était de la fausse monnaie et d'ailleurs, elle ne suffisait plus aux besoins accrus de la vie économique de la Roumanie, appauvrie et agrandie; en plus, ses exportations sont encore loin d'équilibrer sa balance des paiements.

§ 3. *L'infiltration des capitaux étrangers en Roumanie.*

1. — Vu la situation économique et financière en Roumanie, depuis son début comme Etat, elle a offert un excellent terrain d'activité aux capitaux étrangers.

A côté du besoin des capitaux circulants, le pays présentait aux capitaux d'investissements les meilleures conditions d'exploitation : richesses importantes et variées, sources d'énergie de toutes sortes rapprochées aux lieux d'exploitation, une main-d'œuvre à très bon marché, possibilités d'extension, moyens de transports pour le commerce extérieur par le Danube et la Mer Noire et le pays même un excellent débouché.

2. — Pour aider à la création des industries en Roumanie, il a été édicté le 12 mai 1887 la « La loi pour l'encouragement de l'Industrie Nationale », qui ne faisait aucune distinction entre les entreprises au capital national et celles au capital étranger pour accorder ses bénéfices.

Cette loi a été remplacée par une autre du 14 février 1912 portant le même nom. D'après l'article 3 de cette loi, sont considérées industries nationales et par conséquent bénéficiant des avantages prévus par la loi,

toutes les industries, qui tirent leurs matières premières de l'agriculture ou de ses dérivés, du sol ou du sous-sol du pays. On ne voit aucune différence entre les capitaux étrangers et les capitaux nationaux travaillant dans ces industries.

Une autre disposition, extrêmement importante pour les investissements des capitaux étrangers était prévue par la loi de 1895, concernant le régime minier en Roumanie. D'après cette loi, l'exploitation du pétrole et des substances bitumeuses en général, était laissée libre sans aucune restriction à la disposition du propriétaire de la surface. Ce régime reste en vigueur jusqu'en 1924.

Pour l'industrie sucrière, il avait été prévu en 1896 un régime de protection par des droits à l'importation et par une prime à la production.

3. — Dans ces circonstances les capitaux étrangers ne pouvaient ne pas s'intéresser. En dehors des prêts à l'Etat, la finance internationale a participé directement ou indirectement à la vie économique de la Roumanie par des capitaux d'investissement dans l'industrie et par des capitaux circulants pour l'alimentation du marché commercial.

Cette participation a été réalisée par l'ouverture de succursales de sociétés étrangères, par fondation de sociétés commerciales ou industrielles, par participations financières aux institutions indigènes ou par l'ouverture des crédits.

La finance internationale a pénétré fortement dans le commerce de banque en Roumanie par l'ouverture des succursales des grandes banques étrangères ou par participation financière dans les banques roumaines; il y a des sociétés financières en Roumanie qui n'ont que la forme roumaine et la totalité de leurs capitaux appartenant à la finance du dehors.

A la fin de 1913, le capital des sociétés étrangères

autorisées à fonctionner en Roumanie était de 252 millions lei-or environ, tandis que le capital des sociétés roumaines, s'il s'élevait à 622 millions, était pour une grande partie étranger.

L'industrie en Roumanie a également subi depuis longtemps l'infiltration de capitaux étrangers. En 1915 il était investi dans l'industrie en Roumanie un capital — actions — de 635 millions lei, dont 513 millions lei capital étranger.

Dans l'industrie pétrolifère en Roumanie les capitaux étrangers contrôlaient avant 1916, 99 % de la production totale. Actuellement de 24 milliards lei, capital investi dans cette industrie, 18 milliards appartiennent à la finance étrangère.

L'industrie forestière en Roumanie est presque complètement dans les mains des étrangers.

Dans l'industrie sucrière les capitaux étrangers avaient obtenu en 1906 le monopole du marché roumain.

On trouve également des investissements importants de capitaux étrangers dans l'industrie du ciment, dans l'industrie chimique, des charbons, métallurgiques, verreries, soieries, énergie, etc...

Deuxième section.

COMMENCEMENT D'UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE D'ÉTAT CONCERNANT LES CAPITAUX ÉTRANGERS

1. — L'infiltration des capitaux étrangers en Roumanie commence depuis 1829, au moment où le traité d'Adrianopole ouvre les Principautés Roumaines au commerce international.

Ceux qui s'occupaient avec le change et les prêts à cette époque-là, étaient les étrangers Séchiany, Deroussy de Marseille et de Cospoly, Halfon, Germany, et les Frères Elias, Monaah, etc. (1).

L'infiltration des capitaux étrangers se fait sans résistance jusqu'en 1880 lorsqu'on devait créer la Banque Nationale de Roumanie. Vers cette époque les hommes d'Etat roumains se rendirent compte que la Roumanie dépourvue de toute organisation financière finira par succomber devant la finance du dehors, tendant à l'accaparement de toutes ses sources productives et à la domination de toute sa vie économique.

A partir de cette époque ils commencent les efforts pour l'organisation des forces économiques nationales et la lutte contre l'invasion étrangère.

Cette nouvelle orientation se manifeste sous trois formes :

a) La création des établissements financiers au capital roumain.

(1) V. Slavescu, *L'Histoire de la Banque Nationale de Roumanie*. Bucarest 1923.

b) Dispositions légales concernant les capitaux étrangers.

c) Rejet des offres étrangères, rachat des entreprises antérieurement concédées à la finance étrangère et tendance de nationalisation.

2. — Pour stimuler l'esprit d'épargne et drainer les petits capitaux roumains a été créée depuis 1864 la Caisse de Dépôts et Consignations, réorganisée en 1876 et 1880, lorsqu'elle a été attachée à la Caisse d'Economie. Sa forme actuelle d'organisation date depuis 1895 sous le nom de Caisse de Dépôts, de Consignations et d'Economie.

Pour éviter l'accaparement de la propriété foncière par la finance étrangère, ont été créés les premiers crédits fonciers par l'association des propriétaires urbains et ruraux sur la base de la responsabilité solidaire des emprunteurs. Le Crédit Foncier Rural est créé en 1873 et le Crédit Foncier Urbain en 1875.

Vers cette époque il était question de créer une banque nationale d'émission, qui puisse en même temps aider par du crédit l'activité économique du pays. Pour la création de cette banque des nombreuses offres ont été présentées par la finance étrangère (1).

Bousquet et Déchamps, Merkeens et Gardens, banquiers de Paris, représentants d'un groupement financier, demandaient en 1871 la concession pour la création en Roumanie d'une banque nationale d'escompte et du crédit foncier au capital de 5 millions livres sterling.

La banque devait avoir le droit d'émettre des banques-notes avec une couverture métallique de 25 %. Le capital pouvait être augmenté jusqu'à 10 millions livres sterling, et 1/4 de la souscription était ouvert aux capitaux roumains et le reste pour les capitaux

(1) V. Slavescu, *L'Histoire de la Banque Nationale de Roumanie*. Bucarest 1923.

étrangers. La banque devrait prêter à l'Etat Roumain 2 millions francs français à 7 1/2 % d'intérêt contre bons de trésor avec affectation de certains revenus déterminés de l'Etat. Enfin la banque devait être exempte de tous impôts pendant 99 années, la durée de la concession.

D'autres propositions ont été présentées par Ferdinand Leiter, en 1873, par un groupement étranger Hertz-Reims-Darn, par un autre groupement Mallet, Haler, Stern, domiciliés à Bucarest mais ayant des relations financières à Paris et à Londres. Enfin, une autre proposition pour la création d'une banque d'es-compte et de circulation est présentée en 1878 par un comité avec M. Zamoïsky.

Dans toutes ces offres on voyait clairement l'avidité de la finance étrangère pour de gros bénéfices et son intention de domination de la vie économique et financière de la Roumanie.

Toutes ces propositions ont été rejetées et en 1880 la Banque Nationale de Roumanie a été créée à l'aide des capitaux roumains; institution privée ayant le privilège d'émission.

La Banque Nationale de Roumanie devient l'établissement protecteur de la finance nationale et le point central de l'organisation du crédit en Roumanie.

Par la suite, ont été créés : les Caisses de Crédit agricole transformées en 1892 en institution d'Etat sous le nom de « Crédit Agricole », les Banques Populaires Coopératives en 1893, le « Crédit Viticole » organisé par l'Etat en 1906. A partir de 1908 jusqu'à 1910 on assiste en Roumanie à la création des grandes banques commerciales au capital roumain sous la protection de la Banque Nationale de Roumanie.

En 1915, sont créées les Caisses de Prêts sur gage sous les auspices de la Banque Nationale; ce sont des institutions de crédit agricole.

Après la guerre de 1914-1918 pour adapter l'orga-

nisation du crédit aux nouveaux besoins du pays, a été créée pour l'agriculture la première « Société Civile de Crédit Foncier » et la « Société Nationale de Crédit Industriel » pour l'industrie, par la participation de l'Etat et de la Banque Nationale de Roumanie.

3. — Parallèlement à la création des établissements financiers roumains et à l'organisation du crédit en Roumanie, on trouve dans l'ordre législatif de nombreuses dispositions destinées à empêcher l'accaparement par la finance étrangère et à appeler et protéger les éléments nationaux à l'exploitation des sources productives du pays.

Pour empêcher la finance étrangère de devenir le propriétaire des immenses terrains ruraux, il a été édicté l'art. 7 de la Constitution de 1866, selon lequel, les Roumains seulement et ceux naturalisés Roumains peuvent acquérir les immeubles ruraux en Roumanie.

Le Code de Commerce Roumain dans son art. 122 exige aux sociétés anonymes dont les statuts leur permettent d'acquérir des immeubles ruraux, que la majorité des membres du conseil d'administration aient la nationalité roumaine.

Le Code de Commerce prévoit en outre des dispositions spéciales concernant les sociétés en général et le fonctionnement en Roumanie des sociétés constituées à l'étranger.

La même tendance est constatée dans la législation minière. La loi de 1895 institue pour les exploitations minières et spécialement pour celles du pétrole, un régime de liberté quasi-absolue. Pour répondre à la nouvelle tendance, la loi Djouvara de 1909 prévoyait des dispositions spéciales pour éviter la constitution d'un monopole des terrains pétrolifères concédés et pour stimuler et protéger les capitaux roumains dans l'industrie minière. Il est vrai, cette loi n'a pas reçu

d'application, mais elle montre bien l'orientation politique qui ne devra aboutir qu'en 1924.

4. — L'orientation politique concernant les capitaux étrangers ressort aussi du rejet de nombreuses offres de la finance étrangère et des efforts faits pour le rachat des entreprises antérieurement concédées aux étrangers.

Nous avons vu que malgré les nombreuses propositions de la finance internationale, la Banque Nationale de Roumanie a été créée en 1880 avec les capitaux roumains et une participation de l'Etat. Désormais l'Etat s'adressera d'abord à la Banque Nationale pour l'argent dont il a besoin.

Pendant la crise de 1901, pour sauver les finances de l'Etat, il a été envisagé de vendre tous les terrains pétrolifères de l'Etat à un consortium financier allemand dirigé par Diskonto-Gesellschaft de Berlin. A cette époque le pays a fait de grands efforts pour éviter cet abandon catastrophal pour l'économie nationale.

A la même époque, on a évité la concession du Service Maritime Roumain, du Service de Navigation Fluviale, des docks, des arsenaux de l'armée, demandés par les usines Krup. Ces concessions paraissaient imminentes, toujours à la suite des difficultés financières de l'Etat.

Parallèlement à cette résistance à l'accaparement étranger, il a été procédé au rachat des services publics antérieurement concédés aux étrangers. En 1880, a été résiliée la concession du monopole du tabac établi en 1872 au profit d'un consortium étranger; cette affaire devait doubler les bénéfices de l'Etat tirés de ce monopole (1).

La concession des chemins de fer, établie en 1871

(1) *Raport prezentat Sectiunei Financiare a Congresului*, P. N. L. 1-4 mai 1930 de Prof. Constant Georgescu.

au profit d'un groupement financier étranger représenté par M. Strussberg dans des conditions désastreuses a été rachetée en 1880 (1).

Après la guerre de 1916-1918 on assiste en Roumanie à une forte participation des capitaux nationaux à l'industrie, en même temps que la Finance Etrangère augmentait ses apports.

Ce qui caractérise la politique économique roumaine de cette époque, ce n'est pas la guerre aux capitaux étrangers, mais le relèvement des éléments nationaux et leur protection dans l'exploitation des sources productives du pays et la sauvegarde des intérêts vitaux de l'Etat par la possession des points économiques les plus importants du pays.

(1) *Raport prezentat Sectiunei Financiare a Congresului*, P. N. L. 1-4 mai 1930 de Prof. Constant Georgescu.

Troisième Section.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA ROUMANIE DE 1924 A 1929 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

1. — Après la dernière guerre mondiale, la Roumanie se trouve bien agrandie territorialement, mais elle en est sortie très appauvrie : le matériel et l'argent consommés par la guerre, le pays saccagé par l'invasion ennemie, l'outillage économique du pays détruit ou usé, la production et le commerce déséquilibrés, la dette publique énormément accrue et en grande partie extérieure, la solidarité financière des alliés pendant la guerre ayant cessé.

Des dépenses extraordinaires étaient nécessaires aux réformes qui devaient consolider l'Union Nationale.

La réforme agraire, outre les dépenses nécessaires, a entraîné des troubles dans la production agricole au moment où à la consommation intérieure de l'ancien Royaume, s'ajoutait celle des provinces attachées, pauvres en produits agricoles. La conséquence de toutes ces circonstances a été une diminution des exportations et une série de balances passives du commerce.

Cette situation imposait la révision de la politique de l'Etat pour la mettre en accord avec la situation actuelle du pays et la rendre conforme aux aspirations du progrès du peuple Roumain. C'est la tâche assumée par l'homme d'Etat roumain Vintila Bratiano.

2. — Le pays devait mettre au travail toutes ses forces productives pour son redressement économique et concernant les moyens financiers de réalisation, la politique économique de 1924 a fixé les principes suivants :

a) Utiliser d'abord les éléments nationaux disponibles : capitaux, travail, matières premières.

b) Accepter, s'il est besoin, les capitaux étrangers sous la forme de collaboration.

c) Tout ce qui est de l'intérêt général doit rester sous le contrôle de l'Etat autant pour les capitaux étrangers que pour les capitaux nationaux.

Utiliser d'abord les éléments nationaux est une mesure si légitime pour un Etat qu'elle n'exige aucune argumentation. Mais les capitaux nationaux, grièvement atteints à la suite de la guerre, ne seront pas suffisants pour un rapide relèvement économique du pays; la finance étrangère est nécessaire et elle sera acceptée à collaborer avec les forces productives du pays pour une rente supérieure à celle de son pays d'origine.

Les capitaux étrangers qui cherchent l'accaparement des sources de profit du pays et la domination de sa vie économique par la détention de ses éléments principaux : instruments de crédit, transport, énergie, sont des capitaux dangereux pour l'indépendance économique et politique du pays et il faut les éviter.

Dans le principe de la « collaboration » des capitaux étrangers avec les forces productives du pays, les entreprises d'exploitation doivent garder le caractère national par la participation en majorité des capitaux roumains et par la prépondérance roumaine dans leurs administrations.

L'Etat Roumain se réserve un droit de contrôle sur les éléments considérés vitaux pour l'économie, la sûreté, et la défense nationale. Cette mesure ne vise

pas spécialement la nationalité des capitaux; elle est destinée à résoudre la contrariété des intérêts du capitalisme et de l'Etat et à assurer l'indépendance économique et politique du pays.

3. — Ces principes, ont été appliqués dans les lois, concernant la mise en valeur des biens, propriété de l'Etat : la loi de la commercialisation des entreprises de l'Etat en 1924, la loi minière de 1924, la loi de l'énergie de 1924, le régime des eaux de 1924.

La politique économique roumaine de 1924, concernant les capitaux étrangers, n'est que la continuation de l'orientation commencée avant la guerre; elle est plus nette et plus affirmative. Cette politique est en même temps la réaction contre les tendances du capitalisme international après la guerre, à exploiter les richesses du pays Roumain à la manière des Colonies; c'est une politique d'affirmation nationale et de confiance dans les forces du peuple Roumain.

La Roumanie, par la politique de 1924 n'a fait, d'ailleurs, qu'imiter les autres pays. En effet, même aujourd'hui, malgré la nécessité d'une collaboration économique internationale et d'une interdépendance des pays, qu'on vante chaque jour dans les conférences, les Etats sont contraints par les circonstances à pratiquer une politique économique nationaliste.

Il est à remarquer que la politique économique roumaine de 1924 n'est pas contre les capitaux étrangers; elle entend seulement leur offrir des bénéfices dans l'exploitation des richesses du pays, sans abandonner les éléments économiques vitaux pour l'Etat aux intérêts du capitalisme international, son indépendance au profit des autres Etats. En même temps, cette politique tient légitimement à stimuler la formation des capitaux nationaux et à maintenir l'équilibre des forces des capitaux étrangers et nationaux dans l'exploitation économique du pays Roumain.

Quatrième Section.

LA POLITIQUE ACTUELLE DE LA ROUMANIE & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

1. — Il était à prévoir que les restrictions apportées aux capitaux étrangers au moment où on ouvrait des perspectives considérables dans l'exploitation des biens, propriété de l'Etat, devaient soulever de la part de la finance internationale les plus vives protestations.

Le capitalisme international ne désire qu'un régime de complète liberté d'action; il redoute même les restrictions imposées également aux capitaux nationaux et aux capitaux étrangers; il ne connaît pas les intérêts de l'Etat où il travaille. Par conséquent, entre le capitalisme international et l'Etat, protecteur des intérêts suprêmes d'une nation, le conflit est inévitable.

La finance étrangère intéressée en Roumanie et notamment celle de l'industrie du pétrole, a protesté par tous les moyens; même les pressions politiques n'ont pas manqué.

A l'intérieur du pays on soutenait avec quelque justesse que la Roumanie, ne possédant pas des capitaux suffisants, nécessaires à la nationalisation envisagée par la politique de 1924, celle-ci ne fait qu'empêcher les capitaux étrangers de travailler. Pourtant l'absence des capitaux nationaux suffisants, n'aurait fait que

retarder les résultats espérés et cela n'effaçait point la valeur de cette politique.

Il a été également soutenu, qu'une activité intense des capitaux étrangers en Roumanie aurait comme effet une forte exportation, qui devait relever la valeur de la monnaie roumaine, par l'augmentation du stock des devises étrangères. Or, l'expérience nous a démontré qu'il y avait là un espoir, qui ne devait jamais se réaliser.

2. — Le Gouvernement de M. I. Maniu, au pouvoir en 1929, se propose de donner une nouvelle orientation à la politique économique de l'Etat, concernant les capitaux étrangers.

Le pays, en pleine crise économique et financière devait chercher la solution dans l'intensification de sa production; si la Roumanie était dépourvue des capitaux nécessaires à la mise en valeur de ses richesses, il fallait appeler la finance étrangère par un régime d'égalité de traitement avec les capitaux nationaux et en général par un régime aussi attirant que possible.

Dans les lois économiques, illustrant la politique de 1924, il a été supprimé toute restriction, concernant la finance étrangère, autant pour l'apport du capital que pour l'administration des entreprises d'exploitation.

Désormais, les biens de toute sorte, constituant la propriété de l'Etat, offrent à la finance étrangère la possibilité du plus vaste investissement.

Au point de vue des principes, il est évident que d'après la nouvelle politique, l'équilibre des forces des capitaux étrangers et nationaux dans l'exploitation économique du pays, est rompue au profit de la finance du dehors.

Au point de vue des résultats pratiques, il est à remarquer que cette politique d'appel appliquée aux

capitaux étrangers a été inaugurée à une époque où la finance étrangère était déjà dominée par la crainte de la crise dont aujourd'hui on souffre atrocement. Cette circonstance a fait que les grosses rentrées de capitaux étrangers, qu'on espérait, ne se sont pas produites.

DEUXIEME PARTIE

GÉNÉRALITÉS

Après avoir vu dans un bref aperçu la politique économique de la Roumanie concernant les capitaux étrangers, nous allons voir comment cette politique a été concrétée dans le domaine juridique.

En principe, les capitaux, nationaux ou étrangers, bénéficient en Roumanie de l'égalité de traitement. Les exceptions à ce principe sont prévues par des dispositions légales ou par des lois spéciales concernant certaines activités.

Les capitaux étrangers peuvent pénétrer en Roumanie par des prêts accordés à l'Etat ou aux particuliers, sociétés ou individus, par ouverture des crédits aux entreprises roumaines de commerce ou d'industrie, par achats d'obligations émises en Roumanie ou des fonds d'Etat et des villes roumaines.

Mais les capitaux étrangers peuvent travailler en Roumanie plus directement et en ce but s'y établir par fondation de sociétés de banques, de commerce, ou d'industries, ou bien par ouverture de succursales de sociétés étrangères. Cela nous amène à étudier les conditions et les règles selon lesquelles la finance étrangère peut travailler en Roumanie sous cette forme.

Les capitaux étrangers, travaillant en Roumanie, peuvent faire toutes sortes de placements et d'acquisition, des biens meubles ou immeubles, dans les

mêmes conditions que les capitaux nationaux. Une restriction leur est imposée, concernant l'acquisition des propriétés foncières rurales.

Les capitaux étrangers peuvent exploiter en Roumanie, de même que les capitaux nationaux, la richesse, propriété des particuliers, selon les règles du droit commun. Pour l'exploitation des biens propriété de l'Etat, des lois spéciales prévoient des règles et des conditions différentes.

Les capitaux étrangers sont soumis en principe aux mêmes impôts que les capitaux nationaux. La législation fiscale roumaine prévoit pourtant certaines dérogations à ce principe.

Nous nous proposons d'étudier dans cette partie de l'ouvrage les dispositions légales du traitement des capitaux étrangers en Roumanie, différentes de celles concernant les capitaux nationaux.

CHAPITRE PREMIER

Le régime juridique des Sociétés commerciales en Roumanie & les capitaux étrangers

La forme la plus pratiquée, pour la pénétration des capitaux étrangers dans un pays, est la fondation des sociétés ou l'ouverture des succursales ou représentances.

En Roumanie, comme à l'étranger, le Code de Commerce prévoit des dispositions différentes pour le fonctionnement des sociétés sur son territoire, selon qu'il les considère comme sociétés nationales ou sociétés étrangères.

Première Section.

LA NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS D'APRÈS LE CODE DE COMMERCE ROUMAIN

1. — Le Code de Commerce roumain de 1887, avec les modifications faites jusqu'à aujourd'hui, ne contient pas un texte précis, concernant le critérium de détermination de la nationalité d'une société. Il s'y réfère accidentellement à ce sujet dans son art. 239 dans les termes suivants : « Les sociétés qui, bien que constituées à l'étranger, ont en Roumanie leur siège et l'objet principal de leur entreprise, seront soumi-

ses..... à toutes les dispositions du Code de Commerce Roumain..... »

D'après la rédaction de ce texte on peut considérer qu'il y a trois éléments déterminants de la nationalité d'une société d'après le Code de Commerce Roumain (1) :

- a) Le lieu de la constitution de la société.
- b) Le siège social.
- c) L'objet principal de l'entreprise.

Si une société est constituée en Roumanie et y a son siège social et l'objet principal de son entreprise, la société est roumaine; si au contraire un de ces éléments se trouve à l'étranger, la société est considérée comme étrangère.

2. — Le problème de la nationalité des sociétés, d'après le Code de Commerce Roumain, reste toujours sujet à discuter. Une jurisprudence de la Cour de Cassation Roumaine, du 28 avril 1889, considère que la nationalité d'une société est celle du pays où celle-ci a cumulativement son siège et l'objet principal de son entreprise.

3. — Concernant le sujet de la nationalité des sociétés l'Avant-Projet pour le nouveau Code de Commerce Roumain, œuvre du Conseil Législatif de 1931, prévoit dans son art. 335, que « les sociétés constituées en Roumanie d'après les lois roumaines, ayant leur siège principal en Roumanie, seront considérées sociétés nationales »; et l'art. 336 du même Avant-Projet nous dit que « les sociétés qui, bien que constituées à l'étranger, ont leur siège et l'objet principal de leur entreprise en Roumanie, ne seront pas reconnues si elles ne se sont pas constituées en Roumanie, d'après les lois roumaines. »

(1) Gerota, *Curs de Societăți Comerciale*, Bucuresti.

Deuxième Section.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN ROUMANIE

Le Code de Commerce Roumain s'occupe de ce sujet dans les articles 237-250.

Le Code fait une distinction entre les sociétés constituées à l'étranger, établissant en Roumanie un siège secondaire d'affaires et les sociétés constituées à l'étranger, établissant en Roumanie le siège même et l'objet principal de leur entreprise.

Nous allons suivre la même distinction dans deux paragraphes.

§ 1. *Sociétés constituées à l'étranger ayant en Roumanie un siège secondaire d'affaires.*

I. — Conditions de fonctionnement en Roumanie.

Les sociétés constituées à l'étranger, ayant en Roumanie un siège secondaire d'affaires, seront régies par leur loi nationale pour la capacité de travailler et pour la forme de leurs actes de constitution tenant compte, tout de même, des restrictions particulières de la loi roumaine.

Concernant leur fonctionnement sur le territoire roumain, ces sociétés seront soumises à toutes les dispositions prévues par la loi roumaine : dispositions communes à toutes les sociétés étrangères fonctionnant en Roumanie et dispositions spéciales concernant les sociétés étrangères par actions.

A. — Dispositions communes pour toutes les sociétés étrangères fonctionnant en Roumanie.

1. — Les sociétés étrangères qui veulent fonctionner en Roumanie doivent prouver par une déclaration du Gouvernement du pays, dont elles relèvent qu'une réciprocité absolue existe pour les sociétés roumaines similaires (art 237 al. 2).

2. — Les sociétés étrangères seront soumises aux règles roumaines de publication (art. 237 al. 3).

a) Publication de l'acte de constitution et des statuts et leurs modifications.

b) Publication des bilans.

c) Publication des noms des personnes qui dirigent et représentent les succursales ou les agences étrangères en Roumanie; celles-ci étant responsables vis-à-vis des tiers, comme les administrateurs des sociétés roumaines.

d) Publication du capital destiné aux opérations en Roumanie.

3. — Les sociétés étrangères sont soumises aux mêmes impôts que les sociétés nationales similaires (art. 242).

B. — Dispositions spéciales concernant les sociétés étrangères anonymes et toutes les sociétés par actions ou autres formes que celles prévues par le Code de Commerce de Roumanie.

Les sociétés étrangères, anonymes, et toutes les sociétés par actions et sociétés, dont la forme n'est pas prévue par le Code de Commerce Roumain pour

fonctionner en Roumanie, outre les conditions prévues à la lettre A, devront satisfaire les conditions suivantes :

1. — Ces sociétés étrangères doivent obtenir l'autorisation du Gouvernement Roumain (art. 244).

2. — Ces sociétés doivent déposer une caution variant entre 100.000 lei et le quart du capital-actions de la société (art. 245 N° 2). La caution servira à dédommager de préférence les actionnaires et les créanciers de Roumanie.

Dispense de caution. — Les sociétés étrangères qui créeront des établissements industriels, qui exploiteront des réseaux de communication, des mines et les banques, ayant pour objet principal les opérations financières et de crédit, pourront être dispensées du dépôt de la caution.

3. — Les sociétés étrangères auront à choisir un domicile en Roumanie pour toutes les opérations qu'elles font et y établir un représentant général (art. 246 N° 1).

4. — Les sociétés doivent faire le dépôt de leurs statuts authentifiés et la preuve de leur existence légale dans le pays, où elles se sont constituées; en outre, elles doivent déclarer formellement qu'elles vont se soumettre aux lois roumaines (art. 245 N° 1).

5. — La société étrangère est obligée de publier pour chaque année le bilan de ses opérations en Roumanie, d'après les prescriptions du Code de Commerce Roumain (art. 246 N° 2).

Ces dispositions satisfaites, l'existence de la société étrangère sera reconnue en Roumanie.

II. — Etendue de la capacité des sociétés étrangères et les opérations qu'elles peuvent faire en Roumanie.

En principe, la capacité des sociétés étrangères est celle accordée par la loi qui a présidé leur constitution. A cette capacité le Code de Commerce Roumain apporte les restrictions suivantes :

1. — D'après les principes généraux du Droit, il ressort que les sociétés étrangères ne peuvent contrevenir à l'ordre public et aux bonnes mœurs en Roumanie.

2. — Les actions des sociétés étrangères, fonctionnant en Roumanie, ne seront admises à la cotation en bourse qu'après que la société aura fonctionné au moins un an en Roumanie, avec un bilan publié pour l'exercice respectif (art. 246 N° 5).

3. — L'accomplissement des formalités et des conditions prescrites ci-dessus soumet les sociétés étrangères aux conséquences légales établies pour les sociétés nationales, sans que les sociétés étrangères puissent acquérir en Roumanie d'autres droits, que ceux reconnus aux étrangers par les lois et les règlements et fait la société responsable pour toutes les obligations contractées par ses administrateurs ou représentants, même lorsque ceux-ci auraient dépassé les pouvoirs qui leur furent conférés (art. 247).

4. — Le Gouvernement Roumain peut, lorsqu'il veut, vérifier les opérations des sociétés étrangères (art. 241).

5. — Le Gouvernement peut, par le Ministère public, demander au Tribunal de Commerce de prononcer le retrait de l'autorisation du fonctionnement

d'une société étrangère dans les cas prévus par l'art. 246 N° 3.

III. — Retrait de l'autorisation de fonctionnement des succursales des sociétés étrangères en Roumanie.

Outre les dispositions prévues par la loi du lieu où la société a été constituée et celles prévues par les statuts ou fixées ultérieurement par les membres de la société, la loi roumaine prévoit certaines causes spéciales de retrait de l'autorisation de fonctionnement des sociétés étrangères en Roumanie (art. 246 N° 3) dans les cas suivants :

a) Lorsque le capital-actions de la société autorisée aura été réduit, par suite de toute circonstance, à la moitié de la somme indiquée au moment où l'on a fait la demande d'autorisation.

b) Lorsque, par suite de n'importe quelle circonstance, la caution déposée diminuerait, sans que la société l'eût complétée dans le délai de 30 jours.

c) Lorsqu'il sera constaté que la société fait des opérations, autres que celles prévues dans son acte de constitution.

d) Lorsque la société ne respecte pas les prescriptions légales pour les sociétés étrangères en Roumanie.

e) Lorsque la société a cessé de fonctionner dans son pays d'origine.

f) Lorsque la réciprocité exigée par l'art. 237 al. 2 pour les sociétés roumaines, similaires, aura cessé.

§ 2. — *Sociétés constituées à l'Etranger, ayant leur siège social et l'objet principal de leur entreprise en Roumanie.*

1. — Dans les termes de l'art. 239 « Les sociétés qui, bien que constituées à l'étranger, ont en Roumanie le siège et l'objet principal de leur entreprise, seront, même pour la forme et la validité de leur acte constitutif, quoique conclu à l'étranger, soumises à toutes les prescriptions du Code de Commerce Roumain et en même temps, aux prescriptions spéciales pour les sociétés étrangères en Roumanie. »

Par conséquent, ces sociétés auront à satisfaire deux sortes de prescriptions :

a) Les dispositions concernant spécialement les sociétés étrangères fonctionnant en Roumanie (celles que nous avons étudiées dans le 1^{er} paragraphe).

b) Les dispositions du Code de Commerce Roumain pour les sociétés nationales.

2. — Dans ces conditions, il faut se demander quelles sont les dispositions du régime des sociétés nationales applicables aux sociétés étrangères visées par l'art. 239. On peut se demander en même temps si les capitalistes étrangers, qui veulent déployer en Roumanie une activité principale, ne trouveront pas plus simple de constituer une société roumaine d'après les dispositions du Code de Commerce Roumain concernant les sociétés nationales.

En effet, leur régime sera beaucoup simplifié par l'inapplication de certaines dispositions :

a) Il va de soi qu'il n'est plus question de la réciprocité exigée par l'art. 237 al. 2.

b) Les règles de publication sont les mêmes pour les sociétés étrangères que pour les sociétés nationales (art. 237 al. 3).

c) Concernant les sociétés anonymes et toutes sociétés par actions, l'autorisation du Gouvernement n'est plus nécessaire; celle du Tribunal est suffisante.

d) Les sociétés roumaines ne sont pas astreintes à la caution prévue par l'art. 245 N° 2.

e) La restriction prévue par l'art. 246, N° 5, pour la cotation en bourse des actions des sociétés étrangères fonctionnant en Roumanie, ne s'applique pas aux sociétés nationales.

f) La surveillance exercée par le Gouvernement Roumain n'a plus d'application.

3. — Le code de commerce roumain considère les sociétés constituées et ayant leur siège principal en Roumanie, comme sociétés nationales, sans distinction de la nationalité du personnel employé, des capitaux, et dans une certaine mesure des administrateurs.

a) Le personnel employé par les sociétés nationales peut être, même en totalité, étranger.

b) Concernant les administrateurs des sociétés anonymes, l'art. 122 al. 2 prévoit que « l'unique administrateur, au minimum un tiers des administrateurs seront Roumains ». De même pour les censeurs, d'après l'article 185, un tiers de leur nombre seront Roumains; le reste soit deux tiers des administrateurs et des censeurs peuvent être étrangers.

Pour les sociétés, autres que celles anonymes, les administrateurs et les censeurs peuvent être tous des étrangers; la loi ne prévoyant rien à leur sujet.

c) Le capital des sociétés, sans distinction de forme, peut être détenu exclusivement par les étrangers; la société bénéficiera des mêmes droits et sera soumise au même régime, que les sociétés, dont le capital est fourni exclusivement par des nationaux.

En Norvège, par exemple, les étrangers ne peuvent pas détenir plus de 35 % du capital des sociétés norvégiennes. Dans le cas où la société possède des propriétés immobilières, les étrangers ne peuvent pas détenir plus de 20 % des actions, sauf permission spéciale du Gouvernement (1). En Roumanie, aucune restriction similaire n'est prévue.

Etant donné ces considérations, la plupart des sociétés étrangères qui ont voulu établir en Roumanie un siège principal d'opérations, ont trouvé plus avantageux de créer, avec le concours de quelques personnes de nationalité roumaine, une nouvelle société roumaine.

(1) *The Financial Times*, 28 mars 1931.

Troisième Section.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES EN ROUMANIE

GÉNÉRALITÉS

Les sociétés d'assurances, pour la fonction économique qu'elles remplissent et pour l'importance des capitaux qu'elles détiennent, nécessitent une surveillance particulière.

En Roumanie une loi récente régit leur fonctionnement; c'est la « Loi pour la constitution et le fonctionnement des entreprises privées d'assurances et la réglementation du contrat d'assurance » de 1930.

La loi prévoit cinq branches d'assurances : assurance sur la vie, contre les accidents, en cas d'incendie, contre la grêle, et le transport.

Elles ne seront pas soumises aux dispositions de la loi présente, sauf en ce qui concerne le contrat d'assurance (art. 3) :

a) Les opérations d'assurance concernant l'assurance des biens situés à l'étranger et les assurances sur la vie et contre les accidents des personnes, ayant leur résidence à l'étranger.

b) Les opérations d'assurances et réassurances du transport fluvial ou maritime.

CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT EN ROUMANIE
DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES D'ASSURANCES

Les entreprises étrangères d'assurances, pour établir en Roumanie un siège secondaire ou une représentation, auront à se conformer à deux ordres de disposition (art. 11) :

A. — Les dispositions du Code de Commerce Roumain concernant toutes les sociétés anonymes par actions.

Il est à signaler que seules les sociétés par actions peuvent exercer le commerce d'assurance en Roumanie (art. 1). Ces dispositions sont celles que nous avons étudiées dans les sections précédentes de ce chapitre.

B. — Les dispositions spéciales prévues par la loi présente qui sont les suivantes :

1. — Les entreprises étrangères d'assurances, pour établir en Roumanie un siège secondaire, devront être constituées sous la forme de sociétés anonymes par actions et ayant une existence minimum de 10 ans dans leur pays d'origine. Leur personnalité juridique doit être régulièrement obtenue d'après leur loi nationale (art. 11 al. 2).

La forme de société anonyme est imposée également aux entreprises roumaines d'assurances. L'existence préalable de 10 ans de fonctionnement est spéciale pour les entreprises étrangères.

2. — La société doit préalablement obtenir l'autorisation du Ministère de l'Industrie et du Commerce et le consentement du Conseil des Ministres.

Le Conseil des Ministres peut refuser son consentement sans être obligé de motiver son refus. Le refus

d'autorisation ne donnera pas droit à une action devant le Contentieux Administratif ou à toute autre prétention (art. 11 al. 6).

Le consentement du Conseil des Ministres n'est pas nécessaire pour les sociétés roumaines similaires.

3. — La société étrangère doit désigner son représentant général pour la Roumanie, domicilié en Roumanie et autorisé à représenter la société avec pouvoirs illimités (art. 11 al. 4).

4. — La société doit s'obliger à soumettre aux instances roumaines tous les litiges provoqués par les contrats d'assurances sur les biens et les personnes de Roumanie, (art. 11 al. 5).

5. — La société étrangère doit déposer à la Caisse de Dépôt ou à la Banque Nationale de Roumanie une garantie en numéraire, ou en effets de l'Etat Roumain, ou en hypothèques sur des immeubles, propriété de la société, situés en Roumanie, pour la valeur de quatre millions lei pour chaque branche d'assurances énumérée dans l'article 5 (art. 11 al. 3).

La garantie à laquelle sont soumises les sociétés nationales est de 1 million lei pour chaque branche d'assurance (art. 26 et 5).

DEUXIEME CHAPITRE

Régime de la propriété foncière rurale en Roumanie & les capitaux étrangers

Première Section.

L'ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE RURALE

1. — En Roumanie, les étrangers peuvent acquérir la propriété mobilière ou immobilière, dans les mêmes conditions que les nationaux.

Une exception à ce principe, concernant la propriété foncière et rurale, est consacrée par la Constitution Roumaine de 1923, qui à ce sujet ne fait que reproduire l'ancienne Constitution de 1866.

D'après son art. 18 « Les Roumains et ceux naturalisés Roumains exclusivement, peuvent acquérir à tout titre et détenir les immeubles ruraux en Roumanie. Les étrangers n'ont droit qu'à la valeur de ces immeubles ».

Concernant le même sujet, l'art. 122 al. 3, du Code de Commerce Roumain, prévoit que « dans les sociétés anonymes, dont les statuts leur permettent l'acquisition des immeubles ruraux, autres que ceux destinés à la construction d'un établissement industriel ou d'une exploitation industrielle et ses dépendances, la moitié, plus un du nombre des administrateurs devront être Roumains ».

La même exigence est prévue pour les censeurs dans l'art. 185 al. 3 du C. Com. R.

Il est à remarquer que pour les sociétés, qui ne font pas d'acquisition de propriétés foncières rurales, l'art. 122 al. 2 et l'art. 185 al. 2. C. Com. R. n'exigent la nationalité roumaine que pour un tiers du nombre des administrateurs et des censeurs.

Il faut également remarquer que les articles ci-dessus énoncés se réfèrent aux sociétés constituées d'après les dispositions du Code de Commerce Roumain pour les sociétés nationales. Les sociétés étrangères de toute forme, bien que reconnue en Roumanie, ne peuvent point acquérir des immeubles ruraux en Roumanie. D'après l'art. 247 du C. Com. R. les sociétés étrangères fonctionnant en Roumanie ne peuvent pas acquérir en Roumanie d'autres droits, que ceux reconnus aux étrangers par les lois et les règlements.

Dans l'Avant-Projet du nouveau Code de Commerce Roumain, il est prévu que dans les sociétés anonymes, la majorité des membres du conseil d'administration, doit être roumaine. Pour les sociétés qui veulent acquérir des immeubles ruraux, en vue d'une exploitation forestière ou agricole, trois quarts des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance devront être citoyens roumains (art. 229 al. 3 et 4).

2. — Ces mesures restrictives, concernant l'acquisition de la propriété foncière rurale en Roumanie, par les étrangers ont été prises pour la première fois dans la Constitution Roumaine de 1866.

On a voulu à cette époque empêcher l'invasion étrangère, empêcher l'accaparement de la terre du pays par la finance étrangère et réserver pour les nationaux cette force économique qu'elle représente. La Roumanie venait d'ouvrir à la finance du dehors des grandes possibilités d'exploitation et d'investissement de toutes sortes. La force accaparatrice de la finance étrangère était d'autant plus à craindre, que

les capitaux nationaux, à l'époque, manquaient presque complètement.

En Roumanie à cette époque-là, n'existaient que de grandes propriétés de terre; les réformes agraires n'étaient pas encore faites; le crédit agricole n'existait pas; et ces circonstances auraient facilité l'accaparement de la terre par les étrangers.

Il y avait des Roumains qui soutenaient qu'il fallait laisser les étrangers acheter des terres en Roumanie parce que, par là, le prix de la terre devait augmenter et ils pourraient en profiter. Il y avait là une vérité, mais pour en profiter ils devaient vendre aux étrangers leurs terres. C'est justement ce qu'on voulait éviter.

Ces dispositions restrictives, concernant l'acquisition de la propriété foncière rurale par les étrangers, sont passées dans la Constitution de 1923, quoique les circonstances déterminantes de l'époque, se sont aujourd'hui sensiblement améliorées.

Deuxième Section.

CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE RURALE EN ROUMANIE & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

1. — Si l'on s'arrête sur l'importance au point de vue économique de l'acquisition de la propriété foncière rurale par les étrangers, on a remarqué que, quelques fois elle peut constituer la meilleure garantie pour les capitaux investis dans une exploitation forestière, agricole, etc... L'acquisition de la propriété constitue un stimulant aux investissements et permet et assure en même temps, l'exploitation dans les meilleures conditions techniques et scientifiques et évite une exploitation intense destructive.

2. — L'Etat Roumain veut défendre la terre du pays contre l'accaparement étranger et réserver ce facteur économique pour les nationaux; les étrangers peuvent légitimement désirer l'acquisition de la propriété des terres où ils ont investi leurs capitaux. En présence de ces intérêts on peut se demander, quelle est la valeur réelle des restrictions envisagées à ce sujet, autant pour les capitalistes étrangers que pour l'Etat Roumain.

Pour les étrangers, à défaut de la propriété du fonds, une longue concession peut assurer suffisamment les capitaux investis en vue d'exploitation.

L'acquisition de la propriété du fonds peut constituer un stimulant aux investissements à faire, mais il n'en est pas moins vrai, que la productivité de l'exploitation et la possibilité d'extension constituent les meilleurs stimulants pour les capitaux étrangers. De

même, à une exploitation rationnelle est intéressé l'exploitateur lui-même et les conditions d'exploitation peuvent, en outre, être fixées préalablement entre le propriétaire du fonds et le concessionnaire.

Pour l'Etat Roumain, il est à remarquer que les conditions du pays ont beaucoup changé depuis 1866.

La grande réforme agraire est accomplie; le capitalisme national représente aujourd'hui une force supérieure à celle d'il y a une soixantaine d'années; de même le crédit agricole malgré la crise actuelle, qui n'est que passagère, trouvera son équilibre pour remplir sa fonction.

Outre ces considérations, il faut remarquer, que la finance étrangère trouvera toujours le moyen d'éluuder les dispositions de la loi roumaine par le camouflage des capitaux dans les institutions roumaines. En effet, la propriété acquise par les sociétés en Roumanie, n'appartient pas à la majorité des administrateurs qui doivent être Roumains, mais à la totalité des actionnaires qui peuvent être tous des étrangers.

3. — Malgré les observations ci-dessus faites, la restriction de la loi roumaine, concernant l'acquisition des immeubles ruraux par les étrangers, constitue pour l'Etat Roumain une mesure de sûreté; elle évite les pressions politiques, que la finance étrangère, propriétaire des grandes superficies de terre en Roumanie, pourrait exercer sur l'Etat. Les Roumains et leurs capitaux peuvent travailler la terre du pays, sans que les restrictions visées empêchent la plus large participation des capitaux étrangers dans les conditions du droit commun.

Le même point de vue, concernant l'acquisition de la propriété immobilière est adopté par d'autres Etats dans une mesure plus ou moins complète.

TROISIEME CHAPITRE

Régime de l'exploitation des biens Propriété de l'Etat en Roumanie & les capitaux étrangers

Première Section.

LES BIENS PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT ET LEUR EXPLOITATION

1. — L'Etat Roumain est le possesseur de biens importants et variés (1) :

A. — *Biens, du domaine privé de l'Etat :*

a) Terrains contenant des minerais d'or et d'argent 1.647 hectares.

b) Terrains contenant des minerais de fer et de pyrite 1.531 hectares.

c) Terrains pétrolifères concédés 2.122 hectares.
exploités 919 hectares.
réservés 500 hectares.

Terrains supposés pétrolifères 120.000 hectares.

d) Gaz méthane, débit annuel 1.160 millions m³.
consommation à 8,2 % du débit annuel.

e) Forêts et exploitations forestières, 2.064.137. hectares, dont on n'exploite que 21.000 hectares.

(1) L'exposé des motifs de la loi de la commercialisation de 1929. *Les Forces Economiques de la Roumanie*. Banque M. Blank, 1930, Bucarest.

- f) Energie hydraulique 1.500.000 HP; aménagée 60.000 HP.
- g) Lacs et terrains inondables 820.000 hectares; production du poisson en 1927 : 26.102.812 kgs.
- h) Exploitations Minières et Métallurgiques, agricoles, fermes.
- i) Terrains agricoles 420.000 hectares.
- j) Stations balnéaires et sérícicoles.

B. — *Services publics au caractère économique.*

Les plus importants sont :

- a) Le service de Chemins de Fer; réseau 11.346 kilomètres.
Conduite de pétrole 547 kilomètres.
- b) Le service des postes, télégraphes et téléphones :
réseau télégraphique 14.299 kilomètres; ramifications 75.506 kilomètres;
réseau téléphonique 36.265 kilomètres; ramification 266.891 kilomètres.
- c) Les ports maritimes et fluviaux, les entreprôts de céréales et les installations.
- d) Le Service Maritime Roumain.
- e) Le Service de Navigation Fluviale.

C. — *Droits régaliens de l'Etat représentés par la Caisse Autonome des Monopoles.*

- a) L'exploitation du tabac, des allumettes, des cartes de jeux et du papier à cigarette.
- b) L'exploitation du sel.
- c) Participation à la production des explosifs.

2. — Ces biens, propriété de l'Etat, étaient exploités avant 1924 sous un des trois systèmes : la concession, la régie d'Etat et la régie co-intéressée.

Aucun de ces systèmes n'a donné des résultats favorables. Les contrats des concessions étaient passés en conditions telles qu'elles n'apportaient pas à l'Etat des bénéfices appréciables. Dans la régie co-intéressée les rapports entre les parties ont été toujours mal définis et surtout en défaveur de l'Etat. Quant à la régie directe de l'Etat elle a certainement pu subir toutes les critiques, qu'on puisse apporter en défaveur de ce système et surtout elle a entraîné des déficits importants.

3. — Cet état de choses ne pouvait plus durer. La loi de la Commercialisation et du Contrôle des Entreprises Economiques de l'Etat du 6 juin 1924, œuvre de Vintila Bratiano, devait remédier aux défauts constatés dans l'administration et l'exploitation des biens de l'Etat.

Le pays devait mettre au travail toutes ses forces productives pour son redressement économique et la richesse, propriété de l'Etat, devait être mise en valeur. Dans ce but, le législateur de 1924 a posé les principes qu'on devait suivre (1) :

a) Etablir les formes d'exploitation qui conviennent le mieux aux intérêts en présence, selon la catégorie des biens considérés.

b) Assurer la collaboration entre l'Etat et l'initiative et l'expérience privée dans les meilleures conditions, en vue du plus grand rendement.

c) Eviter l'accaparement des exploitations par les

(1) Exposé des motifs de la loi de la commercialisation de 1924.

grands capitalistes et appeler les masses de la population à y faire travailler leurs économies,

d) Stimuler et protéger les capitaux nationaux dans les entreprises d'exploitation, celles-ci devant garder le caractère national.

Deuxième Section.

CONDITIONS DE LA PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS A L'EXPLOITATION DES RICHESSES DE L'ÉTAT D'APRÈS LA LOI DE LA COMMERCIALISATION DE 1924.

I. — Domaine d'activité accessible aux capitaux étrangers.

La loi établit les catégories d'entreprises, à l'exploitation desquelles les capitaux privés pourront participer.

Les entreprises de l'Etat, au caractère économique, sont divisées en deux catégories :

a) Entreprises d'intérêt général, dont dépendent l'Economie et la Défense Nationale, qui seront exploitées par l'Etat seul d'après des lois spéciales.

b) Entreprises de l'Etat, dont le caractère est purement commercial et qui seront exploitées par l'Etat en collaboration avec les capitaux privés.

Art. 9. — A. « Entreprises d'intérêt général, services publics dont dépend l'économie nationale ou entreprises formant l'objet des monopoles d'Etat ou intéressant la Défense Nationale. Dans cette catégorie entrent les Chemins de fer, le Service des Télégraphes et Téléphone, le Service des Postes, les ateliers spéciaux de l'armée, la Régie du Monopole d'Etat (tabac, allumettes, sel), lorsqu'elle travaille pour la consommation intérieure (travaillant pour l'exportation, la Régie du Monopole peut passer dans la catégorie B d'entreprises).

Art. 9. — B. « Entreprises au caractère purement commercial, dont l'objet est la propriété de l'Etat, mais sans constituer un monopole exclusif pour lui :

a) Exploitations des biens miniers et métallurgiques, celles des stations balnéaires, appartenant à l'Etat et généralement les industries de toute nature.

b) Ateliers de toutes sortes de l'Etat, n'étant pas attachés à l'exploitation des entreprises prévues à la lettre A.

c) Navigation fluviale roumaine et le Service Maritime Roumain.

d) Exploitations des forêts, des pêcheries, des abattoirs et des frigorifères de l'Etat.

e) Exploitations des générateurs d'énergie : charbon, pétrole, chutes d'eaux, (ces exploitations seront exercées satisfaisant les lois spéciales des mines, de l'énergie, etc.).

f) La mise en valeur de tous droits de l'Etat, comme par exemple, la distribution des produits du pétrole.

II. — *Système d'exploitation et forme de l'entreprise.*

1. — Le système de l'exploitation des entreprises prévues par la loi à la lettre B sera la régie co-intéressée entre l'Etat et les particuliers sous la forme de société anonyme d'exploitation, constituée d'après les règles du Code de Commerce Roumain et les dispositions de la loi présente.

2. — La durée des entreprises est de 50 ans et ce terme peut être renouvelé (art. 22).

III. — *Administration et contrôle des entreprises.*

1. — Dans le conseil d'administration et dans le comité de direction des entreprises, les capitalistes particuliers auront toujours la majorité des membres :

Art. 4. — « Chaque entreprise est administrée par un conseil d'administration composé de 12 membres au maximum, dont un tiers nommé par le Gouvernement, et le reste élu par l'assemblée générale des actionnaires ».

« Le comité de direction est composé du directeur de l'entreprises et des deux membres, dont un, de ceux nommés par le Gouvernement. Le directeur du comité de direction sera nommé par le conseil d'administration. »

2. — Le président du conseil d'administration sera nommé par le Gouvernement parmi les membres du conseil et son vote décide en cas de parité (art. 4 al. 5).

3. — Une restriction concernant la nationalité des personnes est édictée par l'art. 11, qui impose que les deux tiers des membres du conseil d'administration, le président et le directeur général, doivent être Roumains.

4. — Les actionnaires particuliers auront toujours la majorité des votes dans l'assemblée générale :

Art. 12. — « Dans l'assemblée générale de l'entreprise commercialisée avec participation privée, le nombre des votes de l'Etat est limité entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{1}{4}$ du nombre total des votes. »

D'après le même article, le nombre maximum des votes d'un seul actionnaire sera également limité.

5. — L'Etat a la majorité des censeurs de l'entreprise :

Art. 4. — « Les censeurs, 3 ou 5, auront à contrôler la gestion des administrateurs et seront nommés en majorité par le Gouvernement; le reste, élu par l'assemblée générale des actionnaires.

6. — L'Etat ne participe pas à l'élection des membres du conseil d'administration et des censeurs (art. 12).

7. — Concernant le contrôle des entreprises commercialisées avec participation privée, l'Etat, outre la majorité des censeurs peut attacher auprès des entreprises un commissaire du Gouvernement dont le rôle est montré par l'art. 4 :

« Lorsqu'une décision du conseil d'administration sera contraire aux statuts, ou contraire aux intérêts supérieurs de l'Etat, le commissaire du Gouvernement pourra la suspendre et rapporter au Département dont l'entreprise dépend; le Conseil des Ministres aura à décider sur le litige et sa décision est obligatoire pour la société. »

8. — Toujours pour le contrôle des entreprises commercialisées et pour diriger leur activité, l'Etat a créé, dépendant du Ministère de l'Industrie et du Commerce, un Conseil Supérieur.

Parmi les attributions du Conseil Supérieur, prévues par l'art. 9 de la loi, il est à remarquer, au sujet qui nous intéresse les suivantes :

a) Le Conseil Supérieur fait les évaluations des apports de l'Etat et des particuliers dans l'entreprise.

b) Il contrôle le mode d'administration des sociétés commercialisées.

c) Il donne son avis sur toutes modifications des statuts et augmentation du capital.

d) Il donne son avis sur la participation des capitaux étrangers et autorise l'emploi des spécialistes étrangers en cas de nécessité absolue.

IV. — *La formation du capital de l'entreprise et le partage des bénéfices.*

1. — Le capital des entreprises commercialisées de l'Etat en association avec les particuliers, est constitué par les apports de l'Etat et des particuliers en numéraire ou en nature, évalués par le Conseil Supérieur. Le capital peut être augmenté après avis du même conseil (art. 14 et 15).

2. — Pour les augmentations du capital de l'entreprise, l'Etat et les particuliers auront droit à souscrire chacun un rapport proportionnel aux capitaux qu'ils ont déjà déposés.

Les anciens actionnaires seront préférés seulement pour la moitié des nouvelles actions; pour l'autre moitié d'actions seront préférés les nouveaux actionnaires par souscription publique (art. 17).

3. — Les capitaux étrangers ne pourront pas dépasser 40 % du capital total de l'entreprise :

Art. 18. — « En cas de nécessité constatée par le conseil d'administration, et, après avis du Département intéressé, le Conseil des Ministres peut décider la participation des capitaux étrangers, jusqu'au maximum de 40 % du capital total de l'entreprise en sorte que le capital national de l'Etat et celui privé représentera dans ce cas 60 % du capital social ».

4. — Les actions de la société seront nominatives et leur propriété ne pourra être transférée qu'avec le consentement du conseil d'administration (art. 11 al. a).

5. — Concernant le partage des bénéfices :

Art. 11 al. d. « Lorsque les dividendes accordés aux actionnaires arriveront à 15 % du capital social, la participation de l'Etat au bénéfice devient progressive et les statuts de la société devront fixer l'échelle de cette progressivité. »

6. — Le maximum de dividendes dû aux capitaux particuliers est limité à 35 % du capital :

Art. 16 al. e. « En aucun cas, on ne distribue aux capitaux privés un dividende supérieur aux 35 % ; tout ce qu'éventuellement dépassera ce titre sera attribué à l'Etat. La moitié de cette somme peut être destinée au développement de l'entreprise. »

7. — La loi prévoit également les règles du partage des bénéfices pour le cas où l'évaluation de l'apport de l'Etat est impossible à faire :

Art. 16 « Si l'évaluation de l'apport de l'Etat est impossible à faire à cause de la nature de l'apport, ou pour tout autre cause, les bénéfices seront partagés comme suit :

a) Si le bénéfice net réalisé est tel que, réparti uniquement aux capitaux privés, il ne dépasse pas 5 %, tout ce bénéfice sera distribué aux capitaux privés.

b) Si le bénéfice net réalisé, réparti sur les capitaux privés, dépasse 5 %, mais reste inférieur aux 10 %, le surplus du bénéfice, dépassant 5 %, sera par-

tagé en parties égales entre l'Etat et les particuliers.

c) Lorsque le bénéfice net réalisé dépasse 10 %, mais reste inférieur au 20 %, l'Etat prendra 2 tiers du surplus qui dépasse le bénéfice maximum dû aux actionnaires particuliers dans le cas mentionné à la lettre b.

d) Lorsque le même bénéfice réparti aux capitaux privés dépasse les 20 %, l'Etat prendra les trois quarts du surplus dépassant le bénéfice maximum dû aux actionnaires particuliers dans le cas mentionné à la lettre c, ci-dessus.

V. — *Le personnel des entreprises.*

1. — L'entreprise est obligée d'accorder aux fonctionnaires et aux ouvriers une participation aux bénéfices, dont la cote minimum est fixée à 15 % du bénéfice net (art. 27).

2. — Concernant la nationalité des employés, l'art. 11 impose « ... qu'après 7 ans de fonctionnement au maximum, la proportion du personnel Roumain de l'entreprise devra représenter 75 % en nombre, en salaire, et en appointements ».

VI. — *Liquidation de l'entreprise.*

1. — L'Etat a le droit de racheter les biens de l'entreprise à la fin de son terme :

Art. 23 « A l'expiration du terme fixé pour la durée de l'entreprise, si on ne prolonge pas la collaboration, ce qu'on trouve en nature :

a) Immeubles, par destination, dont la propriété constitue l'apport de l'Etat,

b) L'apport mobilier de l'Etat,

c) L'inventaire acquis pendant le fonctionnement de l'entreprise,

peuvent être rachetés par l'Etat contre le prix de revient, déduction faite des amortissements sans préjudice des droits des créanciers (1).

2. — Toujours en vue de la liquidation, l'art. 23 nous indique que pour les investissements et les immobilisations à faire dans les dernières 10 années du fonctionnement de l'entreprise, non amortissables dans cet espace de temps, le consentement du Conseil des Ministres est nécessaire.

(1) L'entreprise peut contracter des emprunts sur hypothèques de certains de ses biens, au profit des tiers.

Troisième Section.

CONSIDÉRATIONS SUR LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS A L'EXPLOITATION DES BIENS PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT D'APRÈS LA LOI DE LA COMMERCIALISATION DE 1924

1. — Le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas de faire une critique même réduite de la loi entière. Il suffit de rappeler qu'elle exprime la politique économique inaugurée en 1924, dont les traits caractéristiques ont été exposés dans la première partie de l'ouvrage.

Nous nous bornons à faire quelques considérations sur les intérêts des capitalistes et les prescriptions de la loi.

Concernant le domaine d'activité que la loi ouvre aux capitaux étrangers, il est certainement considérable.

Quant au système d'exploitation, si on se demande ce que les capitaux étrangers préfèrent entre la concession et la régie co-intéressée, la réponse vient toute seule. Mais si l'on tient compte des gros apports de l'Etat dans l'exploitation, la régie co-intéressée peut être considérée comme un système acceptable pour les capitaux étrangers, ne cherchant qu'à se fructifier.

Les capitaux étrangers ne pourront participer que si le conseil d'administration de l'entreprise trouve nécessaire cette participation. En effet, d'après l'art. 18 de la loi, il faut d'abord qu'on trouve les capitaux nationaux qui veulent constituer une telle entreprise,

ensuite, que les possesseurs de ces capitaux, car ce sont eux qui détiennent l'administration, se rendent compte que l'affaire ne marche pas faute de capitaux suffisants et qu'il faut faire appel à la finance étrangère. Dans ces conditions, il nous paraît que la pénétration de la finance étrangère dans les exploitations n'est pas très facile.

La plupart des entreprises prévues par la loi exigent des capitaux immenses pour leur mise en marche. Les capitaux étrangers pourront-ils être investis dans la mesure de la nécessité? Non! Ils seront acceptés à participer dans la mesure trouvée nécessaire par le conseil d'administration de l'entreprise. En outre, la loi fixe un maximum de 40 % du capital social que les capitaux étrangers ne pourront pas dépasser. Une limite maxima de la participation étrangère était nécessaire, parce que la loi suit le but de stimuler et protéger la finance nationale; mais les capitalistes roumains ont les mêmes intérêts que tous les capitalistes, nationaux ou étrangers, et il est à craindre qu'ils ne trouveront pas nécessaire la participation étrangère, si celle-ci ne sert pas leurs intérêts.

Dans l'administration des exploitations, les droits de l'Etat sont limités pour éviter les défauts dont les entreprises d'Etat souffraient. L'administration se trouve entre les mains des particuliers roumains et étrangers, et, parmi les particuliers, les Roumains auront la majorité, car deux tiers des membres du conseil d'administration, le président et le directeur général doivent être Roumains. Or, si les étrangers détiennent 40 % du capital social d'une entreprise, ils ne seront pas pressés d'accepter l'administration de ceux, dont l'apport est inférieur.

2. — A part certaines dispositions qui nous paraissent trop en contradiction avec les intérêts des capitaux étrangers, la loi présente une valeur réelle au

point de vue des principes à suivre dans l'exploitation des richesses d'un pays.

La même politique a été suivie dans les autres pays. En Angleterre, les industries considérées « fondamentales » sont réservées aux nationaux. Dans ces industries la prépondérance britannique est assurée autant dans l'administration que dans le capital; les étrangers ne pouvant détenir plus de 40 % du capital et 25 % du droit de vote, attaché aux actions existantes (1).

En Norvège, il a été interdit aux sociétés étrangères la concession de l'exploitation des richesses naturelles. Une loi du 18 septembre 1909 limite le droit d'acquisition des forêts (principale richesse du pays) exclusivement au profit des sociétés ayant leur siège en Norvège et dont le capital appartient aux citoyens norvégiens, les actions étant nominatives.

3. — Il est évident qu'on ne pouvait pas traiter en Roumanie plus avantageusement les capitaux étrangers que les capitaux nationaux; mais au moment où la Roumanie manquait de capitaux, il était préférable de créer à la finance étrangère un régime un peu plus accueillant.

Les résultats de la loi n'ont pas été, d'ailleurs, brillants.

(1) Marius Laurian, *Analele Statistice si Economice*. Bucuresti, 1925.

Quatrième Section.

RÉGIME ACTUEL DE L'EXPLOITATION DES BIENS PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT

GÉNÉRALITÉS

La Loi pour l'organisation et l'administration sur des bases commerciales des entreprises et des biens publics de l'Etat, du 16 mars 1929.

La loi de la Commercialisation de 1929, œuvre de M. V. Madgearo, est l'expression de la nouvelle orientation de la politique économique roumaine concernant les capitaux étrangers.

Dans l'exposé des motifs de la loi, le législateur montre que pour l'exploitation, des biens de l'Etat, ont été employés tous les systèmes connus : l'affermage, la régie directe d'Etat, la régie co-intéressée et la concession, aucun ne donnant des résultats satisfaisants.

Le législateur de 1924 avait préféré le système de la régie co-intéressée; pourtant par des lois spéciales (celle des mines, des eaux, de l'énergie, etc...), la concession avait reçu une vaste application.

Aucun de ces systèmes n'a assuré le maximum de rendement. Par la loi de 1924, peu favorable aux capitaux étrangers, on n'a assuré à l'exploitation des biens de l'Etat, ni l'extension que l'on désirait, ni une productivité convenable.

Avant la dernière guerre, selon l'évaluation de Mr Xenopol, la fortune de l'Etat Roumain était de :

2.320.000.000 lei-or avec un rendement de 124.000.000 lei-or, ce qui donne une rente de 5,4 %.

Après la guerre, selon l'évaluation de Mr Angelesco la fortune de l'Etat monte à : 6.200.000.000 lei-or, mais le rendement baisse à : 92.600.000 lei-or, ce qui donne une rente de 1,5 %.

Réserve faite du degré de précision de ces calculs, il ressort clairement, nous dit l'exposé des motifs de la loi, la nécessité d'une organisation en vue du rendement.

La nouvelle loi n'exclut aucune des formes d'exploitation, chacune pouvant être bonne selon la nature des biens. Dans le but d'intensifier les exploitations, la nouvelle loi ne prévoit aucune restriction concernant la nationalité du concessionnaire ou des capitaux, la forme des sociétés en vue de concession, ou, dans le cas de sociétés anonymes, sur la valeur ou la forme des actions.

CONDITIONS DE LA PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS
A L'EXPLOITATION DES RICHESSES DE L'ÉTAT
D'APRÈS LA LOI DE COMMERCIALISATION DE 1929.

I. — *Domaine d'activité prévu par la loi.*

La loi de 1929 prévoit une catégorie des biens, dont l'exploitation peut être livrée aux particuliers et une autre catégorie des biens, attachés à l'intérêt général et à la défense nationale, qui seront exploités par l'Etat seul :

a) Les chemins de fer, les postes, télégraphes et téléphones, la régie du monopole de l'Etat et les établissements militaires seront exploités par l'Etat seul (art. 2 al. 2).

b) Toutes les entreprises, institutions, exploitations

et établissements publics, qui n'ont pas d'attribution exclusivement administrative, les biens et les droits, faisant partie du domaine public ou privé de l'Etat, du département ou de la commune pourront être exploités dans les formes prévues par la loi présente (art. 1 al 1).

Les entreprises prévues à la lettre *a* pourront passer dans la catégorie de la lettre *b* par l'intervention d'une loi spéciale.

II. — *Formes d'exploitation.*

1. — La loi indique les formes possibles de l'exploitation des biens de l'Etat : l'affermage, la concession, la régie publique commerciale, la régie mixte, la régie coopérative, et combinaison de deux ou plusieurs des formes énumérées (art. 1).

La régie publique commerciale est la forme d'exploitation par l'Etat seul et la régie coopérative n'est accessible qu'aux associations coopératives.

Il appartient au Conseil des Ministres de l'Etat de déterminer la forme d'exploitation de chaque entreprise.

2. — Pour certaines exploitations, faisant l'objet des lois spéciales, outre les dispositions de la loi présente, il faudra tenir compte des conditions techniques prévues par ces lois. C'est le cas pour les biens miniers et métallurgiques, générateurs d'énergie, terrains inondables, forêts, etc... (art. 2 al. 4).

III. — *L'autorité de contrôle.*

Dans l'actuelle loi l'on maintient le Conseil Supérieur de l'administration des entreprises et biens publics, attaché au Ministère du Commerce et de l'In-

dustrie, dont les membres sont nommés par l'Etat.

Au sujet qui nous intéresse, les attributions de ce Conseil sont les suivantes (art. 6) :

a) Le Conseil surveille l'application de la présente loi.

b) Il évalue les apports de l'Etat et des particuliers dans l'exploitation.

c) Il surveille l'exécution du programme d'ouvrages par l'entreprise concessionnaire.

d) Il établit la forme générale des bilans.

e) Il donne, enfin, son avis sur toutes modifications du règlement, statuts, cahiers de charges et augmentations du capital des entreprises.

IV. — *L'affermage.*

1. — L'exploitation des biens publics par affermage se fait dans les conditions spéciales prévues par le cahier de charges avec l'observation des dispositions de la loi de la compatibilité publique (art. 11).

2. — La durée de l'affermage est de 5 ans au maximum et exceptionnellement elle peut être de 10 ans (art. 12).

3. — La loi fixe un prix minimum de l'affermage dans l'art. 13 : « le prix de l'affermage doit être au moins égal à la moyenne des bénéfices réalisés par l'exploitation en régie de ce bien, dans les 5 dernières années. »

V. — *La Concession.*

1. — La concession est accordée uniquement par licitation publique (art. 16) et les conditions sont obligatoirement prévues dans un cahier de charges.

2. — Un prix minimum est prévu pour la concession par l'art. 17 : « ...le prix sera au moins égal à la moyenne des bénéfices nets réalisés par l'exploitation en régie directe de ce bien, dans les 5 dernières années ».

3. — La durée de la concession de la suivante :

a) Pour les biens du domaine public 30 ans au maximum.

b) Pour les biens appartenant au domaine privé de l'Etat du département ou des communes, 50 ans au maximum.

4. — La concession peut être cédée en total ou en partie avec le consentement de l'autorité concédante (art. 26).

5. — Cessation de la concession.

a) L'Etat se réserve le droit de racheter éventuellement la concession; les conditions sont préalablement prévues dans le cahier de charges.

b) La concession peut être résiliée si le concessionnaire ne remplit pas les obligations contractées. Les formalités et les conditions de cette résiliation sont également prévues dans le cahier de charges.

c) La concession peut cesser à la fin de son terme.

Les terrains battus, les ouvrages, les machines et

les outils de toute nature, constituant les dépendances immobilières de la concession, celles existantes au moment de la concession aussi bien que celles acquises en cours de concession, sauf les investissements faits dans les dernières dix années, resteront gratuitement à l'expiration de la concession, à l'autorité concédante, libérées de toutes charges.

Dans les dernières 10 années, les investissements seront faits uniquement avec l'autorisation de l'autorité concédante; ces investissements seront rachetés au prix de revient, décompte fait de l'amortissement et de l'usure.

6. — Le Gouvernement peut attacher auprès de l'entreprise concédée, un commissaire dont les attributions sont prévues dans le cahier de charges.

VI. — *La Régie mixte.*

La Régie mixte est la collaboration entre l'Etat et les particuliers, à laquelle l'art. 70 de la loi, impose la forme de société anonyme conforme aux dispositions du Code de Commerce et aux dispositions de la loi présente.

A. — Constitution de la société d'exploitation.

1. — L'Autorité Concédante établit les statuts et les prospectus d'émission; la loi prévoit en détail les indications que ces deux actes doivent contenir (art. 71).

B. — Formation du capital social.

1. — Le capital social est formé par les apports, en numéraire ou en nature, des collectivités publiques et des particuliers (art. 82).

2. — La loi prévoit un minimum pour l'apport des particuliers (la loi de 1924 n'en apportait aucun) :

Art. 83 « Pour la constitution de la société, il est besoin que l'apport des capitaux particuliers représente au moins la moitié de l'apport évalué des collectivités publiques ».

3. — Pour les apports en numéraire ou en nature évalués, les collectivités publiques et les particuliers recevront des actions. Les actions des particuliers seront au porteur; l'art. 87 ne prévoit que pour les actions des collectivités publiques, qu'elles seront inaliénables.

C. — L'Administration des sociétés.

La société sera administrée par un Conseil d'administration, un comité de direction et les censeurs.

1. — D'après l'art. 93 « le conseil d'administration sera composé de 6, 9 ou 12 membres, dont un tiers nommé par la collectivité publique et le reste élu par l'assemblée générale des actionnaires particuliers. »

Le président sera élu par le conseil d'administration (art. 94).

2. — Le comité de direction (art. 95) « ...sera composé de deux administrateurs délégués par le conseil d'administration, dont un sera élu parmi les représentants des collectivités publiques, et par le directeur général de l'entreprise. »

Le directeur général sera nommé par le conseil d'administration (art. 96).

3. — Les Censeurs contrôlent la gestion adminis-

trative et seront au nombre de 3 ou 5, nommés en majorité par le Gouvernement (art. 97).

4. — Le Gouvernement peut attacher auprès de la société un commissaire pour assister aux séances du conseil, avec droit de vote consultatif.

Concernant son rôle, l'art. 99 ajoute : « ... lorsque une décision du conseil d'administration sera contraire aux statuts et aux intérêts supérieurs de l'Etat, le commissaire du Gouvernement peut en suspendre son application et rapporter au Département dont la société relève. Le Conseil des Ministres aura décidé sur le litige et sa décision sera obligatoire pour la société. »

5. — L'Etat limite son droit de vote dans l'assemblée générale entre $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{3}$ du nombre total des votes (art. 100).

Les collectivités publiques ne participent pas à l'élection des membres du conseil d'administration et des censeurs.

D. — Le partage des bénéfices.

Concernant les bénéfices, l'art. 111 nous montre la modalité du partage :

« Du montant du bénéfice net, on décompte :

a) Le fond de réserve légale fixé par les statuts.

b) 1 % pour le Conseil Supérieur de l'Administration et du Contrôle.

De ce qu'il reste il sera payé aux actionnaires, Etat et particuliers, sous la forme d'un premier dividende, un intérêt calculé avec un pourcentage égal à l'escompte de la Banque Nationale de Roumanie, et, dans le cas où le bénéfice est insuffisant, jusqu'à la concurrence du disponible.

De ce qu'il reste, il sera payé au conseil d'adminis-

tration, au comité de direction et aux censeurs des dividendes indiqués dans les statuts.

Le bénéfice qui reste, après avoir décompté les cotes énumérées, sera partagé comme suit :

a) On décompte d'abord le pourcentage prévu dans les statuts pour la participation au bénéfice des fonctionnaires et des ouvriers.

b) Le reste départagé proportionnellement entre les collectivités publiques et les particuliers.

E. — Le personnel de l'entreprise.

Une disposition concernant la nationalité du personnel est prévue par l'art. 104 :

« La proportion du personnel roumain sera celle indiquée dans l'art. 21 de la « Loi pour l'Encouragement de l'Industrie Nationale ».

L'art. 21 de la loi ci-dessus visée exige la nationalité roumaine :

a) Pour 75 % du membre total des ouvriers.

b) Pour 75 % du personnel administratif après dix ans de fonctionnement de l'entreprise.

c) Pour 25 % du personnel technique après 10 ans de fonctionnement; 60 % après 20 ans de fonctionnement.

F. — Liquidation de la société.

La liquidation de la société peut avoir lieu :

a) A la fin du terme prévu par les statuts.

b) En cours du terme prévu.

La liquidation est faite par les liquidateurs nommés par le Conseil des Ministres.

1. — Dans le cas de la liquidation à la fin du

terme prévu pour la société, les biens de l'entreprise reviennent gratuitement aux collectivités publiques libérées de toutes charges (art. 15).

Exception faite pour les investissements des dernières dix années, pour lesquelles le consentement du Conseil des Ministres a été préalablement obtenu. Celles-ci seront rachetées au prix de revient, décompte fait des amortissements.

2. — Dans le cas de la liquidation avant la fin du terme, les biens de l'entreprise reviennent comme suit :

a) Les biens dont l'usage a été apporté par les collectivités publiques reviendront gratuitement à ces collectivités.

b) Pour les autres immeubles par destination de la société, les collectivités publiques ont droit au rachat, soit contre le prix de revient, soit contre la valeur réelle de ces investissements au moment de la liquidation.

Cinquième Section.

CONSIDÉRATIONS SUR LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION DES CAPITAUX ÉTRANGERS A L'EXPLOITATION DES BIENS DE L'ÉTAT D'APRÈS LA LOI DU 16 MARS 1929

Le domaine ouvert à l'activité des capitaux étrangers est aussi grand que possible. Seule l'exploitation des entreprises attachées directement aux intérêts supérieurs du pays a été réservée pour l'Etat.

Concernant la forme d'exploitation, par différence de l'ancienne loi, la nouvelle, laisse possibles toutes les formes, et il était légitime qu'il appartienne à l'Etat de fixer la forme d'exploitation pour chaque entreprise, selon sa nature, pour la meilleure satisfaction des intérêts en présence.

L'exploitation par affermage ou par concession peut être faite par une entreprise dont la forme, le capital et l'administration ne subissent aucune règle imposée.

Dans le système d'exploitation en régie mixte, l'on trouve des différences importantes comparées à l'ancienne loi. La forme de société anonyme pour l'entreprise a été maintenue, mais toutes les restrictions concernant la nationalité des capitaux et des administrateurs ont été supprimées.

Quel que soit l'apport des collectivités publiques, la majorité dans l'assemblée générale et le conseil d'administration sera entre les mains des particuliers, et les particuliers y seront représentés en proportion

avec leurs apports sans restriction concernant leur nationalité.

Concernant les actions de la société, seules celles des collectivités publiques seront inaliénables; les autres actions seront au porteur.

La participation progressive de l'Etat aux bénéfices et la limite supérieure des bénéfices accordés aux particuliers ont été supprimées. Comme contre-partie les investissements nouveaux de l'entreprise amortis au moment de la liquidation reviendront gratuitement aux collectivités publiques.

De cette égalité de traitement ce sont les capitaux étrangers qui en profiteront davantage par la force incomparablement plus grande qu'ils représentent par comparaison aux capitaux roumains.

2. — Malgré la politique d'appel des capitaux étrangers suivie par cette loi, les résultats que l'on en attendait ne se sont pas produits. Les causes de ce résultat négatif sont d'ordre international, cette politique, nous avons eu l'occasion de le dire, a été inaugurée, au moment où les capitaux commençaient à faire de grandes réserves à l'égard des investissements.

QUATRIEME CHAPITRE

L'exploitation minière en Roumanie & les capitaux étrangers

GÉNÉRALITÉS

Nous avons eu l'occasion de voir antérieurement dans cet ouvrage ce que la Roumanie possède comme richesses minières et l'on a pu remarquer leurs variétés. Parmi ces richesses, le pétrole tient la place la plus importante.

Si la Roumanie est classée aujourd'hui au sixième rang, parmi les pays productifs du pétrole, c'est parce que l'on n'exploite qu'une partie infime de ses sources (1) :

Terrains pétrolifères propriété privée :

concedés 45.491 hectares; exploités 2.725 hectares.

Terrains pétrolifères propriété de l'Etat :

concedés 2.122 hectares; exploités 919 hectares.

Si l'on ajoute à la propriété pétrolifères de l'Etat une réserve de terrains de 500 hectares, et les 120.000 hectares de terrains supposés pétrolifères d'après les études faites, on se rend compte de l'extension que l'industrie pétrolifère peut avoir en Roumanie.

(1) *Les Forces Economiques de la Roumanie*, Bucarest 1930. Banque Marmorosch Blank.

Une production toujours croissante arrive en 1929 à 4.836.974 tonnes.

Nous avons insisté spécialement sur cette catégorie de richesse du pays, parce qu'elle a toujours été la plus attirante pour les capitaux étrangers. Aujourd'hui, de 24 milliards lei investis dans l'industrie pétrolière en Roumanie, 18 milliards appartiennent à la finance étrangère.

Première Section.

LE RÉGIME MINIER EN ROUMANIE AVANT 1924 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

§ 1. — *La loi minière de 1895.*

1. — Dans la deuxième moitié du xix^e siècle, la Roumanie commence à intéresser la politique économique mondiale. Cette époque correspond avec le début des Pays Roumains comme Etat, et il est difficile de parler d'une politique roumaine bien définie concernant sa richesse minière.

Les exploitations minières nécessitent de grands investissements matériels, qui, à cette époque, pour la plupart, ne pouvaient être que l'œuvre de la finance étrangère.

La Loi minière de 1895 est la loi fondamentale du régime minier en Roumanie avant 1924.

D'après cette loi, une distinction doit être faite :

a) L'exploitation des substances bitumeuses en général : le pétrole, l'asphalte, l'ozokérite, etc..., était laissée à la libre disposition du propriétaire de la surface.

b) Pour les substances métallurgiques et minérales, le principe de la séparation de la propriété du sous-sol et celle de la surface a été admis, mais le propriétaire de la surface avait un droit de préférence pour l'exploitation.

Le droit d'exploitation était accordé par l'Etat.

2. — Parmi les exploitations minières, celle qui intéressait la finance étrangère, était l'exploitation du pétrole, qui, selon la distinction ci-dessus faite, était laissée libre à la disposition du propriétaire de la surface. Cela nous impose à faire la distinction entre l'exploitation sur les terrains, propriété des particuliers, et l'exploitation sur les propriétés de l'Etat.

A. — Exploitations pétrolifères sur les terrains propriété des particuliers.

Le propriétaire de la surface disposait sans restriction du gisement pétrolifère. Il pouvait l'exploiter lui-même ou le céder aux autres, selon les modalités du droit commun.

Le droit du concessionnaire était considéré comme droit mobilier; la concession était considérée une sorte de location.

Pour consolider le droit du concessionnaire a été créée la loi dite « de la consolidation », qui considère le droit de celui qui a obtenu l'exploitation d'une mine de pétrole d'un particulier, un droit réel mobilier opposable donc, *erga omnes*. Ce droit était en même temps un droit mobilier, parce qu'il portait sur un bien considéré mobilier par anticipation : le pétrole.

B. — Exploitations pétrolifères sur les terrains propriété de l'Etat.

Ces exploitations étaient prévues par le règlement de la Loi de 1895.

a) Le système de l'exploitation était la concession.

b) La durée de la concession était de 30 ans au maximum.

c) Le périmètre maximum d'exploitation concédé était de 40 hectares.

d) La redevance due à l'Etat par le concessionnaire était de 4 % du revenu net de l'exploitation et un loyer de 20 lei par hectares.

Sous ce régime l'Etat a concédé 226 hectares de terrains pétrolifères.

Le règlement du 27 juin 1899 remplace la redevance de 4 % par une redevance progressive dans le temps entre 8 % et 14 % de la production brute.

La loi de 1900 relève le périmètre maximum de concession à 100 hectares.

Le règlement d'avril et de juillet 1900 étend la durée de la concession à 50 ans et augmente la redevance à 10 % — 15 % de la production brute.

Sous ce régime l'Etat a concédé encore 1.710 hectares.

3. — A partir de 1900 une nouvelle orientation, concernant le pétrole sur les propriétés de l'Etat, se fait jour.

L'Etat Roumain renonce plusieurs fois à la concession en bloc de ses terrains pétrolifères et il pose les principes de la politique d'Etat du pétrole (1).

a) Désigner une partie de ces terrains pétrolifères comme réserve pour l'avenir.

b) Eviter le monopole des terrains concédés.

c) Réserver pour l'Etat la totalité des moyens du transport du pétrole.

Sur ces principes ont été créées la loi minière de 1906 et la loi minière de A. Djuvara en 1909. Cette dernière loi prévoyait comme principe :

a) Diviser en parcelle les terrains pétrolifères déclarés exploitables et éviter leur accaparement par un seul concessionnaire.

(1) Vintila Bratiano, *Petrolul si Politica de Stat.* Bucuresti 1919.

b) Créer une réserve des terrains, de ceux destinés à la concession.

c) Stimuler et protéger les capitaux roumains dans l'exploitation pétrolifère.

d) Recevoir une redevance proportionnelle à la production quotidienne, variant entre 9 % et 20 % de la production des puits.

Aucune de ces lois n'a reçu d'application; les principes qu'elles expriment sont restés des desiderata pour l'avenir.

§ 2. — *Considérations sur le régime minier en Roumanie avant 1924 et les capitaux étrangers.*

1. — Ce régime est caractérisé par une liberté absolue aux investissements des capitaux étrangers.

Les terrains pétrolifères sont rapidement entrés en la possession de la finance internationale, notamment la finance allemande bénéficiait à l'époque d'un régime particulièrement favorable en Roumanie.

La finance étrangère a constitué immédiatement trois principaux groupements d'exploitation pétrolifères :

a) Le groupement américain Standard Oil : la Société Romano Americana.

b) Le groupement anglo-hollandais Royal-Deutch-Shel : la Société Astra-Romana.

c) Le groupement allemand : Deutsche-Bank : Société Steaua-Romana. Disconto-Gesellschaft : Véga, Concordia, Creditul-Petrolifere.

D'une moindre importance ont été constituées les sociétés : Columbia, Aquila, Franco-Romana, Orion, etc., etc., avec la finance française, belge et hollandaise.

Les entreprises roumaines de pétrole détenaient en 1900 (1) :

6,3 % du capital investi dans l'industrie pétrolifère en Roumanie.

3,8 % de la production totale des pétroles du pays.

8,9 % de la production totale des distilleries.

Le reste, en capital, production, et distillation était détenu par la finance étrangère.

Ce rapport des forces, a augmenté par suite, au profit des capitaux étrangers, de telle façon qu'en 1914 ces capitaux détenaient 99 % de la production totale de pétrole en Roumanie.

Seuls les terrains pétrolifères propriété de l'Etat sont restés en dehors de l'exploitation étrangère.

2. — Après la dernière guerre, l'Etat Roumain, par la concession de ces terrains pétrolifères, a aidé la constitution des deux entreprises roumaines de pétrole : « Le Crédit Minier » et « l'Industrie Roumaine de Pétrole », avec une production assez importante. Les autres entreprises roumaines de pétrole étaient d'une importance tout à fait réduite.

L'Etat se trouvait possesseur de grandes superficies pétrolifères non concédées et inexploitées, auxquelles venaient s'ajouter une autre quantité de superficies dues à l'expropriation. On trouvait même des terrains particuliers inexploités.

Par la création des deux sociétés pétrolifères roumaines mentionnées et par l'abondance de papier monnaie due à l'inflation monétaire en Roumanie, en 1924 les entreprises roumaines de pétrole détenaient 28 % de la production totale. Le reste des 72 % appartenait à la finance étrangère.

(1) Vintila Bratiano, *Petrolul si Politica de Stat.* Bucuresti 1919.

Deuxième Section.

LA LOI MINIÈRE DE 1924 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

§ 1. — *Généralités.*

1. — L'Etat Roumain se trouvait possesseur de grandes superficies pétrolifères inexploitées; les exploitations particulières se trouvaient entre les mains des étrangers; les capitaux roumains participaient à l'exploitation du pétrole du pays dans une mesure infime; le personnel roumain employé en faible proportion, surtout dans les fonctions plus importantes; en outre on trouvait en Roumanie une diversité des lois régissant l'industrie minière après l'attachement des régions, antérieurement sous l'occupation étrangère.

C'était un état de choses qui exigeait un remède radical.

2. — La Constitution Roumaine de 1923 pose le principe suivant :

Art. 19 « Les gisements miniers et les richesses de toute nature du sous-sol sont la propriété de l'Etat. On excepte les roches communes, les carrières de matériaux de construction et les dépôts de tourbe qui appartiennent aux propriétaires de la surface ».

Le même article de la Constitution, concernant les droits acquis prévoit que « les concessions minières d'exploitation, instituées en conformité avec les lois en vigueur seront respectées pour la durée de la

concession en cours, sans que cette durée dépasse cinquante ans, à partir de la promulgation de cette loi. »

Il est prévu également qu'une loi spéciale des mines aura à déterminer les normes et les conditions de la mise en valeur de ces biens.

3. — La loi spéciale prévue par la Constitution c'est la loi du 3 juillet 1924, œuvre de Vintila Bratiano.

Le législateur voulait par cette loi :

- a) Unifier le régime minier en Roumanie.
- b) Fixer les normes d'exploitation de cette richesse en conformité avec les intérêts du pays.
- c) Stimuler et protéger les capitaux nationaux dans ces exploitations.

4. — La loi minière de 1924 conformément aux disposition de la Constitution de 1923, divise les substances minérales en deux catégories.

a) Substances minérales, propriété de l'Etat.

Celles-ci seront exploitées d'après les dispositions de la loi présente.

b) Substances minérales, propriété des particuliers.

Celles-ci, appartenant aux propriétaires de la surface, pourront être exploitées d'après le droit commun, tenant, cependant, compte de certaines règles techniques et certaines conditions prévues par la loi présente.

5. — Toutes les substances minérales, excepté celles laissées à la disposition des propriétaires de la surface, sont considérées propriété de l'Etat et par conséquent leur est applicable la loi présente.

Mais cette loi n'est pas applicable immédiatement à toutes les exploitations minières. La loi prévoit le respect des droits acquis :

Art. 243 « Les concessions minières qui au moment de la promulgation de la Constitution de 1923 se trouvaient dans une exploitation normale, d'après les lois alors en vigueur, seront reconnues et validées pour la durée pour laquelle elles ont été accordées, sans que cette durée puisse dépasser 50 ans, à partir de la date de la promulgation de la Constitution. »

La loi prévoit également les conditions dans lesquelles les propriétaires de la surface, en même temps propriétaire du sous-sol minier, d'après les lois en vigueur au moment de la promulgation de la Constitution, pourront bénéficier des dispositions concernant les droits acquis sans dépasser cinquante ans.

Par conséquence le droit de l'Etat, propriétaire du sous-sol minier est tenu en échec pour une durée de 50 ans pour une bonne partie de ce sous-sol.

§ 2. — *Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation minière d'après la loi du 3 juillet 1924.*

I. — *Domaine d'activité prévu par la loi.*

Le domaine d'activité est constitué par toutes les richesses minières propriété de l'Etat.

Il est à remarquer, qu'avant même la nationalisation du sous-sol minier, l'Etat Roumain se trouvait propriétaire d'une quantité dépassant la moitié du sous-sol minier du pays.

II. — *Exploration des terrains miniers.*

1. — L'exploration nécessite l'obtention préalable d'un permis exclusif accordé par l'Etat (art. 6 al. 3).

2. — L'explorateur est choisi par l'Etat, qui tient compte de sa capacité technique et financière (art. 6 al. 5).

3. — L'explorateur a le droit d'obtenir ultérieurement la concession de l'exploitation dans les limites et les conditions de la loi (art. 6 al. 4).

4. — La demande d'un permis d'exploration doit faire connaître la nationalité du demandeur ou des membres du conseil d'administration, si c'est une société (art. 9. N° 4).

5. — La durée d'un permis exclusif d'exploration est de 3 ans et peut être renouvelée (art. 17 al. 1 et 3).

6. — Le périmètre d'exploration varie d'après la nature des substances minérales; ainsi, pour les bitumes liquides, il est de 100 à 400 hectares.

III. — Systèmes de l'exploitation.

1. — L'exploitation des substances minérales peut être faite directement par l'Etat ou par des particuliers concessionnaires (art. 4).

2. — L'Etat peut concessionner le droit d'exploitation sous une des formes suivantes :

a) Concession à une entreprise particulière obligée à une redevance au profit de l'Etat.

b) L'Etat peut former une association avec l'entreprise concessionnaire.

c) L'exploitation peut être également faite sous la forme d'une combinaison entre les deux systèmes ci-dessus indiqués.

Lorsque l'exploitation est faite par l'Etat en association avec les capitaux particuliers, on procède d'après la loi de la Commercialisation de 1924.

IV. — Constitution de l'entreprise concessionnaire.

1. — Les concessions seront accordées uniquement aux entreprises constituées en sociétés anonymes roumaines d'après les dispositions du Code de Commerce et qui satisferont en même temps les dispositions de la loi présente (art. 32).

2. — Deux tiers des membres du conseil d'administration, du comité de direction et des censeurs, ainsi que le président du conseil d'administration seront Roumains (art. 33).

3. — Le nombre des votes de chaque actionnaire sera limité et préalablement fixé dans l'acte de constitution (art. 33 b).

V. — Formation du capital de l'entreprise.

1. — Le capital détenu par les citoyens Roumains dans la société doit représenter au moins 60 % du capital social. Cette proportion sera réduite à 55 % pour les entreprises existantes promettant de se nationaliser dans un espace de temps de 10 ans (art. 33 d).

2. — Les sociétés anonymes actuelles, ne satisfaisant pas aux conditions de la loi, ne pourront bénéficier des avantages accordés aux sociétés anonymes minières roumaines que si dans les premières dix années, à partir de la loi présente, elles s'obligent à se transformer dans le sens de la loi, à condition que dès le commencement la majorité des membres du conseil

d'administration et du comité de direction et le président soient des Roumains (art. 33, e, al. 2).

3. — Pour les augmentations du capital les anciens actionnaires pourront souscrire pour 70 %; le reste sera offert aux nouveaux actionnaires par souscription publique (art. 33, c).

4. — Les actions de la société seront nominatives et ne pourront être transmises qu'avec l'autorisation du conseil d'administration; leur valeur ne dépassera pas 500 lei.

5. — Les propriétaires de la surface du périmètre d'exploitation ont droit à participer à la formation du capital de l'entreprise, au maximum 10 %, selon les conditions de la loi (art. 40).

6. — Lorsque le concessionnaire choisi par l'Etat sur le périmètre exploré, est autre que l'explorateur, ce dernier, outre le dédommagement des dépenses faites, a le droit de participer à la formation du capital de l'entreprise d'exploitation au maximum 30 % en numéraire (art. 42).

VI. — Durée de la concession.

La durée de la concession est établie en rapport avec le périmètre d'exploitation et varie selon la nature du gisement (art. 31, al. 1).

Ainsi pour les bitumes liquides, le périmètre maximum d'exploitation est de 10 à 40 hectares et la durée de la concession de 20 à 30 ans; pour les charbons, le périmètre maximum est de 1.000 hectares et la durée 30 à 50 ans, etc... Aucune concession ne dépasse cinquante ans, mais elle peut être renouvelée.

VII. — Le personnel des entreprises d'exploitation.

1. — Dans chaque catégorie de fonctions, le personnel roumain doit être représenté dans une proportion de 75 % de la totalité du personnel de l'exploitation (art. 80).

2. — Les fonctionnaires et les ouvriers seront co-intéressés aux bénéfices par une cote de 15 % du bénéfice net de l'exploitation (art. 43, al. 2).

VIII. — Cessation de la concession.

1. — D'après l'art. 97, le droit d'exploitation cesse dans les cas suivants.

a) A la fin du terme prévu pour la concession, ou par l'épuisement du gisement exploité.

b) Dans le cas de renonciation à la concession.

c) Dans le cas de retrait de la concession.

2. — A l'expiration du terme de la concession, la mine, avec toutes ses dépendances et annexes, revient à l'Etat, gratuitement, libérée de toutes charges ou obligations de quelque nature que ce soit (art. 98).

IX. — L'autorité minière.

L'autorité chargée de l'application de la loi présente est le Ministère de l'Industrie et du Commerce par la Direction Générale des mines et par le Conseil Supérieur des mines.

X. — Caractères généraux de la propriété minière.

Dans son art. 52, la loi prévoit qu'à partir de la date de publication du décret de concession, la mine constitue une propriété distincte de celle de la surface; elle est une propriété immobilière et le droit d'exploitation d'une mine est un droit réel immobilier.

§ 3. — *Considérations sur la loi Minière de 1924 et les capitaux étrangers.*

1. — Au point de vue qui nous intéresse, la loi minière de 1924 est l'expression de la réaction contre la situation existante à l'époque dans l'industrie minière notamment dans l'industrie pétrolifère, qui intéressait particulièrement les capitaux étrangers.

Le législateur de 1924 était décidé à faire profiter les éléments nationaux capital et travail de l'exploitation de cette richesse du pays.

On ne pouvait pas soutenir que la loi de 1924 était érigée contre les capitaux étrangers; elle leur laissait la possibilité de se fructifier dans les entreprises roumaines, dans une proportion presque égale aux capitaux nationaux.

En Suède, une loi du 30 mai 1916 réserve exclusivement aux nationaux les concessions minières. Des mesures dans le même sens sont prises en Angleterre et dans d'autres pays.

2. — Il est à remarquer qu'après la loi de 1924 les investissements des capitaux nationaux ont sensiblement augmenté dans l'industrie pétrolifère roumaine, en même temps que les capitaux étrangers.

L'Etat a concédé de ses terrains pétrolifères aux sociétés anonymes minières roumaines, constituées

d'après la loi en vigueur, aussi bien qu'aux sociétés étrangères en cours de nationalisation dans les conditions de la loi.

Au point de vue de la nationalité des capitaux, il faut distinguer après 1924 trois groupements d'entreprises dans l'industrie pétrolifère en Roumanie :

a) Sociétés au capital roumain.

b) Sociétés au capital étranger.

c) Sociétés au capital mixte (entreprises en cours de nationalisation, jusqu'en 1934).

La production pétrolifère pour chaque groupement en pourcentage de la production totale est la suivante (1) :

Sté au capital	roumain	étranger	mixte
1925	30,6 %	49,1 %	29,3 %
1926	28,4 %	35,0 %	36,6 %
1927	27,2 %	34,9 %	37,9 %
1928	24,5 %	41,5 %	34,0 %

D'après une statistique publiée par A. Miller et R. Mercier, les capitaux roumains en 1927 contrôlaient 37 % de la production totale du pays. Le reste de 63 % revenait à la finance du dehors.

(1) Alex Topliceano, *Lupta pentru petrol*. Bucuresti 1929.

Troisième Section.

LA LOI MINIÈRE DE MARS 1929 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

§ 1. — *Généralités.*

La loi minière de 1924 a été vigoureusement attaquée par la finance étrangère intéressée dans l'industrie pétrolifère en Roumanie. L'on prétend qu'elles n'ont pas manqué même de pressions d'ordre politique sur l'Etat Roumain au moment où la finance étrangère devait souscrire à l'emprunt roumain de juin 1928.

La loi minière de 1924 a été également attaquée à l'intérieur du pays par tous ceux qui croyaient résoudre la crise économique en Roumanie par l'apport des capitaux étrangers, qui devaient mettre en valeur les richesses du pays.

Le Gouvernement de Mr. J. Maniu a décidé de changer la politique concernant les capitaux étrangers et Mr. V. Madgearu a établi le nouveau projet, qui devient la loi minière de mars 1929, actuellement en vigueur.

La nouvelle loi n'abroge pas celle de 1924; elle la modifie seulement pour la mettre en accord avec la nouvelle orientation économique de la Roumanie.

La loi actuelle laisse subsister la même division de substances minérales :

a) Substances minérales propriété de l'Etat.

b) Substances minérales propriété des particuliers, propriétaires de la surface.

On retrouve également les dispositions concernant les droits acquis pour une période de 50 ans avec peu de modifications.

Quelques modifications sont également intervenues dans la loi, pour rendre les investissements miniers plus intéressants.

§ 2. — *Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation minière d'après la loi actuelle de mars 1929.*

I. — Domaine d'activité prévu par la loi.

Toutes les exploitations minières propriété de l'Etat sont accessibles aux capitaux étrangers.

II. — Exploration des terrains miniers.

1. — Tout individu ou société peut demander un permis d'exploration, qui sera accordé par l'Etat, tenant compte de la capacité technique et financière du demandeur. Pour le pétrole, on n'accorde des permis d'exploration qu'aux sociétés (art. 6 al. 2 et 3).

2. — L'explorateur a le droit d'obtenir ultérieurement la concession de l'exploitation dans les limites et les conditions de la loi (art. 6 al. 4).

3. — Le périmètre d'exploration est rendu de 400-1.000 hectares.

Il est à remarquer que l'Etat se réserve le droit de choisir l'explorateur, de même que sous l'ancienne loi.

L'exigence de justification de la nationalité du demandeur, prévue par l'ancienne loi, est supprimée.

III. — Systèmes d'exploitation.

1. — Les substances minérales propriété de l'Etat peuvent être exploitées directement par lui ou par des particuliers concessionnaires (art. 4).

2. — La concession minière peut être accordée par l'Etat sous une des formes suivantes (art. 32) :

a) Concession à une entreprise particulière obligée à une redevance au profit de l'Etat.

b) L'Etat peut former une association avec l'entreprise concessionnaire, d'après les dispositions de la loi de la commercialisation de 1929.

c) L'exploitation peut être faite aussi sous la forme d'une combinaison entre les deux précédentes.

Par différence de l'ancienne loi, les concessions sont accordées uniquement par licitation publique.

Tout ce qui concerne la concession est prévu dans le cahier des charges attaché à l'acte de concession.

La forme de l'exploitation et les redevances à payer par le concessionnaire sont prévues par la loi pour chaque catégorie de substance minérale, de même que dans l'ancienne loi.

IV. — Constitution de l'entreprise concessionnaire.

1. — Aucune restriction n'est prévue, concernant la forme et la nationalité des sociétés concessionnaires :

Art. 30 — «Les concessions peuvent être accordées aux sociétés de toute nature, roumaines ou étrangères, qui satisferont les formes exigées par les lois roumaines... »

2. — Les restrictions des art. 32 et 33 de la loi de 1924, concernant la forme des sociétés d'exploitation, la nationalité des membres du conseil d'administration, la proportion entre les capitaux nationaux et étrangers, l'augmentation du capital et la nominativité des actions, ont été complètement supprimées.

V. — Durée de la concession.

La durée de la concession est établie en rapport avec le périmètre d'exploitation et variant selon la nature du gisement (art. 29 al. 1).

En comparaison avec la loi de 1924, la loi actuelle relève les périmètres d'exploitation et la durée des concessions.

Ainsi, pour les charbons, le périmètre est de 200-1.000 hectares et la durée de la concession de 50 ans (art. 176), pour les bitumes liquides le périmètre est de 400-1.000 hectares et la durée de 30 ans (art. 181 et 189), etc...

VI. — Le personnel des entreprises.

1. — L'art. 78 divise le personnel des exploitations minières métallurgiques, distilleries et ateliers en deux catégories :

a) Le personnel de direction : directeur général, directeur commercial, directeur administratif et membres du comité de direction.

b) Le personnel technique, commercial et administratif.

Dans cette dernière catégorie, le personnel roumain doit être représenté en proportion de 75 %.

2. — Il sera créé un fond destiné aux institutions

d'ordre social et cultural au profit des fonctionnaires et des ouvriers de l'entreprise par un prélèvement minimum de 5 % du bénéfice net de l'entreprise.

VII. — Cessation de la concession.

1. — Le droit d'exploitation cesse selon l'art. 90 :

a) A la fin du terme prévu pour la concession.

b) Par renonciation, lorsqu'on constate qu'il n'existe plus de gisement exploitable.

c) Par retrait de la concession.

2. — Concernant la situation des biens à l'expiration de la concession, la nouvelle loi maintient les dispositions de la loi précédente :

Art. 91. — « A l'expiration du terme de la concession, la mine avec ses dépendances et ses annexes, revient gratuitement à l'Etat, libérée de toutes charges ou obligations.

3. — En cas de retrait de la concession, l'ancien concessionnaire et ses créanciers ont droit à un dédommagement dans la mesure de la plus-value acquise par la mine, par les travaux et les investissements qu'il a réalisés. Cette disposition n'existait pas dans la loi de 1924.

La loi actuelle maintient la même autorité minière et le même régime de la propriété minière prévu par la loi de 1924.

§ 3. — *Considérations sur la loi minière actuelle de mars 1929 et les capitaux étrangers.*

1. — D'après la loi actuelle les capitaux étrangers peuvent participer à l'exploitation minière en Roumanie dans les mêmes conditions légales que les capitaux nationaux.

Concernant l'exploration des terrains miniers, l'Etat se réserve le droit de choisir l'explorateur pour pouvoir tenir compte de ses moyens techniques et financiers. De ce point de vue la finance étrangère sera toujours assez puissante pour répondre aux nécessités.

La concession de l'exploitation est acquise par adjudication publique contrairement à l'ancienne loi, qui laissait encore à l'Etat le droit de choisir le concessionnaire.

La loi ne prévoit aucune restriction, concernant la nationalité des sociétés concessionnaires, leur forme, leurs capitaux, leurs actions, etc...

Si l'exploitation est faite sous la forme d'une association entre l'Etat et l'entreprise concessionnaire, elle sera régie par la loi de la commercialisation de 1929, dont les règles ont été exposées auparavant.

La durée de la concession et les périmètres d'exploitation ont été relevés pour stimuler les grosses exploitations et assurer aux investissements faits des bénéfices plus importants.

Les droits et les obligations du concessionnaire sont préalablement prévus dans le cahier de charges, de façon que tout arbitraire soit évité.

Enfin la nouvelle loi assure pour le cas du retrait de la concession un dédommagement dans la mesure de la plus-value acquise par la mine à la suite des investissements réalisés.

2. — C'est un régime de parfaite égalité juridique de traitement des capitaux, sans distinction de leur nationalité. Si l'on tient compte de la supériorité de force du capitalisme international, à côté des capitaux nationaux, ces derniers, dépourvus de toute protection, sont désavantagés dans l'exploitation de cette richesse du pays.

La plupart des Etats réservent pour leurs nationaux l'exploitation des richesses les plus importantes du pays et dont dépend leur avenir économique. En Roumanie, la politique mondiale du pétrole trouvera un terrain d'application largement ouvert.

3. — Il est difficile de constater les effets de la loi minière de 1929 sur les investissements des capitaux étrangers. La crise mondiale a, depuis plusieurs années, imposé aux capitaux les plus grandes réserves à l'égard des investissements. L'industrie pétrolifère en Roumanie, particulièrement intéressante pour les capitaux étrangers se trouve depuis 1929 en pleine crise, à défaut de débouchés.

Il est intéressant de rappeler à ce point de vue que les capitaux investis actuellement dans l'industrie pétrolifère en Roumanie représentent 24 milliards lei, dont 18 milliards appartiennent à la finance étrangère.

Il est certain, que dans la mesure où la crise mondiale sera apaisée, les capitaux étrangers sauront profiter du régime exceptionnellement favorable que la Roumanie leur présente.

CINQUIEME CHAPITRE

La production de l'énergie en Roumanie & les capitaux étrangers

GÉNÉRALITÉS

1. — Les sources d'énergie et la façon de leur utilisation, constituent l'élément principal du développement économique d'un pays. Vintila Bratiano considère le problème de l'utilisation des sources d'énergie, un problème d'Etat, intéressant son avenir économique.

La politique générale de générateurs d'énergie a la tendance suivante (1) :

a) Economiser les calories dans les installations thermiques par l'augmentation du rendement économique.

b) Passer à une forme supérieure d'énergie : l'énergie électrique et l'organisation économique des chutes d'eau.

c) Economiser les générateurs périssables d'énergie et les remplacer par des générateurs permanents.

2. — Au point de vue des sources d'énergie, la Roumanie se classe parmi les pays les mieux doués, et

(1) L'exposé des motifs de la loi de l'énergie de 1924.

cela constitue une garantie pour son développement économique.

La Roumanie possède des générateurs d'énergie évalués approximativement à 3.250.000 HP. constitués par l'énergie du charbon, du pétrole, du gaz méthane, des gaz des régions pétrolifères et des eaux courantes, sans compter les réserves en pétrole et en charbon, dont la Roumanie dispose.

La production de l'énergie en Roumanie a été régie par la Loi de l'Energie de 1924, actuellement remplacée par celle de 1929.

Première Section.

LA LOI DE L'ÉNERGIE DE 1924 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

§ 1. — *Généralités.*

La loi de l'énergie de 1924 considère l'énergie, hydraulique ou chimique, des divers générateurs, un bien public et par conséquent sa production, sa transmission, et sa distribution, feront l'objet d'une concession de la part de l'Etat (1) :

L'exploitation de l'énergie doit être faite d'après un plan préalablement établi, par le Ministère de l'Industrie et du Commerce.

La loi impose aux concessionnaires certaines prescriptions d'ordre technique et certaines obligations, concernant la défense nationale et la sûreté publique.

Enfin, la loi de 1924 imprime aux entreprises d'exploitation de l'énergie le caractère national, préférant les capitaux et le travail national, mais laissant en même temps aux capitaux étrangers la possibilité d'investissements importants.

§ 2. — *Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation de l'énergie en Roumanie, d'après la loi de 1924.*

1. — La loi concerne toutes les installations pour la production, la transmission, et la distribution de l'énergie (art. 1) :

(1) D'après l'art. I, al. I, de la loi du régime des eaux du 27 juin 1924, les eaux pouvant produire une force motrice, ainsi que celles pouvant être usitées en intérêt général, sont considérées comme biens publics.

a) Energie des chutes d'eau.

b) Energie chimique des combustibles solides, liquides et gazeux.

c) Energie de tout autre générateur qui pourrait être employé à l'avenir.

Ces installations seront exploitées à la suite d'une concession accordée par l'Etat, selon les prescriptions de la loi et dans les conditions prévues dans le cahier de charges.

2. — Les biens de cette nature, appartenant à l'Etat, seront exploités dans les conditions prévues par la loi de la Commercialisation de 1924.

La loi prévoit des dispositions différentes, concernant la production, la transmission, et la distribution de l'énergie.

I. — Production de l'énergie.

A. — Energie hydraulique.

a) Obtention de la concession.

1. — Les concessions sont accordées uniquement aux citoyens roumains et aux sociétés anonymes roumaines, satisfaisant en même temps aux dispositions de la loi présente (art. 10).

2. — Dans le cas, où, à la constitution d'une entreprise, participent l'Etat, le Département ou la Commune, il sera précédé conformément à la loi de la Commercialisation de 1924 (art. 10 al. 2).

b) Formation du capital de l'entreprise.

1. — L'art. 11, al. d, prévoit que 60 % au moins,

du capital de l'entreprise doit être détenu par les citoyens roumains.

2. — Les actions de la société concessionnaire doivent être nominatives et ne pourront être transmises qu'avec le consentement du conseil d'administration (art. 11, al. a).

3. — Pour les augmentations du capital, la moitié sera offerte aux anciens actionnaires et le reste aux actionnaires nouveaux, par souscription publique (art. 11, al. c).

a) Administration de l'entreprise concessionnaire.

1. — Deux tiers des membres du conseil d'administration, du comité de direction et des censeurs et le président seront citoyens roumains (art 11, al. e).

2. — Dans l'Assemblée Générale, le nombre des votes de chaque actionnaire sera limité par les statuts (art. 11 al. b).

3. — La concession ne peut être ni cédée ni transmise qu'aux citoyens roumains et aux entreprises, satisfaisant les conditions de la loi, avec le consentement du Gouvernement (art. 11, al. f).

d) Taxes et redevances.

Pour les exploitations sur la base de concession il faut distinguer selon que l'énergie produite sert aux besoins particuliers du producteur, ou si elle est destinée à la distribution publique :

1. — L'exploitation d'énergie rattachée à un établissement industriel, qu'elle alimente exclusivement, paie la taxe prévue par l'art. 72 de la loi du Régime des Eaux de 1924 (60 lei par an par HP installé).

2. — Les installations de production d'énergie destinée à la distribution publique paieront, outre la taxe visée ci-dessus, une redevance proportionnelle aux bénéfices nets de l'entreprise, s'élevant jusqu'à 8 % de ce bénéfice.

e) Personnel de l'entreprise.

Dans un espace de sept ans, à partir du moment de la concession, 75 % des fonctionnaires, maîtres et ouvriers de l'entreprise, de chaque catégorie, autant pour les salaires que pour les attributions, devront être citoyens Roumains (art. 11 al. g).

f) Durée de la concession.

La durée de la concession varie entre 50 et 90 ans, selon l'importance de l'exploitation (art. 16) :

1. — La durée de la concession pour les usines hydrauliques, desservant une seule entreprise industrielle, ne peut dépasser 50 ans.

2. — Les installations, destinées à produire l'énergie pour la distribution publique, auront une durée de 75 ans.

3. — Pour les installations de production en association avec l'Etat, le Département ou la Commune, la durée sera de 90 ans.

g) Liquidation de l'entreprise.

Les dispositions qui suivent, concernent uniquement les entreprises productrices d'énergie, en association avec l'Etat, le département ou la commune.

La loi prévoit la liquidation en cours de concession et la liquidation à la fin du terme de celle-ci :

1. — La liquidation en cours de concession est basée sur le droit de l'Etat de racheter les concessions dans lesquelles il est intéressé (art. 17, al. 1).

Le rachat peut intervenir uniquement dans le dernier tiers du terme de la concession, après avis au concessionnaire deux ans auparavant.

Dans le cas de rachat, l'Etat paiera au concessionnaire pour le reste du terme de la concession, une rente égale à la moyenne annuelle du bénéfice net de l'entreprise, obtenu dans les cinq dernières années.

2. — A la liquidation, à la fin du terme de la concession, il revient gratuitement à l'Etat, toutes les installations qui servent à capter et conduire l'eau, les bâtiments, les machines et les terrains nécessaires à l'exploitation.

B. — *Energie thermique.*

Outre les dispositions concernant les usines hydrauliques, la loi prévoit pour les usines, utilisant les combustibles pour la production de l'énergie, certaines dispositions spéciales.

a) *Durée de la concession.*

1. — La durée de la concession pour les usines thermiques est de : 35 ans pour les usines thermiques jusqu'à 500 HP, desservant une entreprise unique;

45 ans pour les usines dépassant 500 HP et pour celles destinées à distribuer l'énergie à un réseau public;

60 ans pour les usines construites auprès des mines de charbons, utilisant la poudre de charbon, les résidus et les charbons à valeur calorique réduite. Ces usines sont exemptes de toutes taxes, les premières trente années de fonctionnement (art. 21 al. 3).

2. — A l'expiration des termes les concessions peuvent être renouvelées par périodes de 10 ans (art. 22 al. 1).

b) Liquidation des entreprises.

Une autre disposition spéciale, concernant les usines thermiques, est celle de l'art. 22, se rapportant à la situation des biens appartenant à l'entreprise, à l'expiration de la concession :

1. — Les usines thermiques, créées pour distribuer l'énergie à un réseau public, reviendront gratuitement à l'Etat.

2. — Les autres usines : celles créées auprès d'une entreprise industrielle qu'elles alimentent exclusivement, restent la propriété de ceux qui ont obtenu la concession.

II. — *Transmission de l'énergie.*

Pour la transmission de l'énergie, il est besoin d'une concession accordée par l'Etat dans les conditions de la loi, que nous venons de voir; quelques dispositions lui sont spéciales.

a) Durée de la concession.

Concernant la durée de la concession des réseaux de transmission de l'énergie, (art. 28, al. 1 et 2), il est à distinguer :

1. — Pour le réseau électrique de transmission appartenant au propriétaire de l'usine productrice, la durée de la concession sera égale à celle de l'usine.

2. — Lorsque le réseau de transmission appartient à un propriétaire autre que celui de l'usine, la durée de la concession ne dépasse pas 50 ans.

b) Liquidation de l'entreprise.

A l'expiration de la concession le réseau revient gratuitement à l'Etat; les parties du réseau, construi-

tes dans les dernières dix années de la concession, seront rachetées par l'Etat au prix réel, décompte fait de l'amortissement et de l'usure (art. 28, al. 4).

III. — *Distribution de l'Energie.*

La distribution de l'énergie dans une Commune dépend de l'autorité communale.

Pour la constitution d'une entreprise de distribution d'énergie la loi prévoit que la Commune peut collaborer avec l'Etat et les capitaux privés, d'après les dispositions de la loi de la commercialisation de 1924.

Un cahier de charges, contenant les obligations des parties et réglant leurs rapports sera attaché à l'acte de concession.

§ 3. — *Considérations sur la loi de l'Energie de 1924 et les capitaux étrangers.*

Au point de vue général, la loi cherche à organiser et intensifier l'exploitation de l'énergie, d'après un plan qui répond à l'intérêt du pays et dans les conditions techniques nécessaires.

Au point de vue spécial, concernant les capitaux étrangers on rencontre dans la loi de l'énergie de 1924, le même principe posé par le législateur dans toutes les lois économiques de 1924.

L'exploitation de l'énergie sera concédée uniquement aux entreprises roumaines. Le caractère national de l'entreprise est marqué par la majorité roumaine dans l'administration, par la majorité roumaine des capitaux et par la majorité roumaine du personnel employé.

Les capitaux étrangers peuvent se fructifier dans les entreprises roumaines dans une proportion de 40 % au maximum du capital de l'entreprise.

Il est à remarquer que l'exploitation de l'énergie, sa production, sa transmission et distribution, exigent des immenses investissements, surtout pour les grandes installations qu'on espérait créer pour le plan d'électrifications du pays. Dans ce but, les capitaux et l'initiative roumaine n'étaient pas suffisants et le régime de la loi de l'énergie de 1924 n'était pas de nature à offrir aux capitaux étrangers la plus large participation dans les conditions les plus accueillantes.

Les résultats négatifs de la loi viennent de confirmer notre affirmation.

La loi de l'énergie de 1924 a été remplacée par celle de 1929, dont l'étude suit.

Deuxième Section.

LA LOI DE L'ÉNERGIE DE 1929 & LES CAPITAUX ÉTRANGERS

§ 1. — *Conditions de la participations des capitaux étrangers à l'exploitation de l'énergie d'après la loi actuelle.*

La loi actuelle, au sujet qui nous intéresse, a sensiblement modifié la loi de 1924 dans le sens de la nouvelle orientation, concernant les capitaux étrangers.

Elle maintient pourtant les principes de la loi précédente, concernant la politique à suivre, vers l'aménagement rationnel de la production de l'énergie.

I. — Dispositions générales de la loi.

1. — La loi concerne la production, le transport et la distribution de l'énergie hydraulique ou thermique.

2. — La construction des installations et l'exploitation de l'énergie nécessitent préalablement une concession ou une autorisation, accordée par l'Etat, dans les conditions de cette loi, à laquelle un cahier de charges est attaché.

3. — L'Etat peut accorder des concessions avec droit exclusif de production et de vente de l'énergie

pour une région entière, autant pour les besoins publics que pour les particuliers (art. 3).

La durée de ce droit exclusif ne dépassera pas soixante ans et dans le cahier de charges attaché à la concession, il sera prévu les conditions du rachat de la concession par l'autorité concédante.

4. — La loi reconnaît, en même temps, le droit de toute personne de produire l'énergie pour ses besoins particuliers (non pour la vente), sauf aux Communes et aux Départements.

5. — Lorsque l'Etat, le Département ou la Commune participeront à une concession de production, de transports, ou de distribution de l'énergie, il sera procédé, conformément à la loi de la commercialisation de 1929.

6. — Les concessions ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de l'autorité concédante.

7. — Les usines productrices d'énergie, aussi bien que les réseaux, seront soumises à toutes les obligations prévues par la « loi pour l'encouragement de l'industrie nationale » et auront à bénéficier de ses avantages, si les conditions qu'elle exige sont satisfaites.

II. — *Production de l'énergie.*

Il est à distinguer les installations hydrauliques et les installations thermiques :

A. — Installations hydrauliques.

a) Durée de la concession.

La durée de la concession des usines hydrauliques ne pourra pas dépasser quatre-vingt-dix ans, pour les

installations dont l'énergie produite est destinée à un réseau public et soixante ans pour toutes les autres installations (art. 28).

b) Liquidation des entreprises.

A la fin du terme de la concession, les installations, destinées à vendre l'énergie produite, reviendront gratuitement à l'Etat, libérées de toutes charges, les terrains et les dépendances inclus (art. 29 al. 2).

Les investissements faits dans les dernières dix années, pour lesquelles l'autorisation de l'Etat a été préalablement obtenue, seront rachetés au prix de revient, décompte fait de l'amortissement et de l'usure.

B. — Installations thermiques.

Pour les installations thermiques, destinées à vendre l'énergie produite, il est besoin d'une concession de la part de l'Etat (art. 31). Pour les installations thermiques, dont l'énergie est destinée aux besoins particuliers d'une entreprise industrielle, une simple autorisation de l'Etat est suffisante (art. 33).

a) Durée de la concession.

La durée des concessions et des autorisations pour la construction et l'exploitation des installations thermiques ne pourra pas dépasser soixante ans, pour les installations dont l'énergie est destinée à un réseau public et pour les installations construites auprès des mines de charbons, utilisant les restes et les charbons ordinaires.

Pour toutes les autres installations, la durée maximum de la concession est de quarante-cinq ans.

b) Liquidation des entreprises.

1. — A l'expiration des concessions, l'usine avec toutes les installations reviennent gratuitement à l'Etat, libérées de toutes charges; les investissements faits dans les dernières dix années, pour lesquelles l'auto-

risation de l'Etat avait été obtenue, seront rachetés au prix de revient, décompte fait des amortissements et de l'usure (art. 37).

2. — Les installations construites sur la base d'une autorisation, restent à la fin du terme prévu, la propriété du bénéficiaire de l'autorisation (art. 37).

3. — Pour les usines thermiques, qui vendent l'énergie produite, l'Etat se réserve le droit de racheter les installations après quinze ans de concession, dans les conditions préalablement établies dans le cahier des charges.

Cette disposition ne s'applique pas aux installations productrices, situées auprès des mines et alimentées par des charbons ordinaires (art. 38).

4. — Le droit de rachat peut être exercé par l'Etat ou par celui qui a obtenu une concession pour la région entière (art. 3).

III. — *Transport de l'énergie.*

1. — La durée de la concession d'un réseau pour le transport de l'énergie sera de cinquante ans maximum (art. 44).

2. — A l'expiration de la concession, les terrains acquis pour le réseau, le réseau et les dépendances reviennent gratuitement à l'Etat, libérés de toutes charges, sauf les investissements des dernières dix années, ayant le consentement de l'Etat, qui seront rachetés (art. 45).

IV. — *Distribution de l'énergie.*

1. — La construction et l'exploitation des réseaux de distribution et la distribution de l'énergie, constituent le droit exclusif des Communes sur leurs territoires respectifs et peuvent être concédées dans les conditions de la loi présente (art. 46).

Les exceptions à ce principe sont les suivantes :

a) La construction et l'exploitation des réseaux situés sur une seule propriété, qui ne se raccordent pas à un réseau public.

b) Les constructions et les installations électriques intérieures.

Ces exceptions constituent le droit des propriétaires respectifs.

c) La distribution de l'énergie est libre pour les usines productrices, sur les périmètres concédés ou concessibles, ou pour les industries de l'agriculture, auxquelles la Commune ou le concessionnaire ne peut fournir l'énergie nécessaire.

2. — Les concessions pour la construction et l'exploitation des réseaux et la distribution de l'énergie constituant le droit exclusif des Communes, seront accordées d'après les normes prévues par la loi de la commercialisation de 1929 (art. 52).

3. — Les concessions visées ci-dessus pourront être rachetées par la Commune après quinze ans de fonctionnement. Ce droit de rachat n'existe pas dans le cas, où le concessionnaire exploite une usine thermique de minimum 10.000 HP ou une source hydraulique, représentant cette force; dans ces cas, le rachat est fait dans les conditions préalablement établies dans le cahier de charges.

V. — *Taxes et redevances.*

1. — Les installations hydrauliques, qui vendent l'énergie produite, auront à payer deux taxes.

a) Une taxe annuelle de 0,50 lei pour chaque centaine KW d'énergie active produite.

b) Une taxe annuelle de 15 lei par HP installé.

Les installations hydrauliques, qui ne vendent pas l'énergie produite, ne paient que la taxe annuelle de 15 lei par HP installé.

2. — Les installations thermiques, qui vendent l'énergie produite, paieront une taxe annuelle de 30 lei par HP installé.

Les installations thermiques, dont l'énergie est destinée aux besoins particuliers d'une entreprise, paieront la taxe annuelle de 30 lei par HP, si la force de l'installation est supérieure à 50 HP.

§ 2. — *Considérations sur la loi de l'énergie de 1929 et les capitaux étrangers.*

La loi de 1929 rend l'exploitation de l'énergie en Roumanie plus intéressante; elle cherche à intensifier et à stimuler la production de l'énergie par de grandes usines :

a) Par la création du droit exclusif de production pour toute une région.

b) Par la préférence accordée aux grandes usines desservant plusieurs centres de consommation, à la distribution de l'énergie.

c) Par la diminution de la taxe sur les usines hydrauliques.

Pour attirer les capitaux étrangers, vers l'aménagement des forces hydrauliques, conformément aux dispositions de la loi de la commercialisation de 1929, il a été supprimé dans l'actuelle loi de l'énergie, les anciennes dispositions, concernant la nationalité du concessionnaire et celle des capitaux de l'entreprise.

Si l'on tient compte de la richesse des générateurs productifs d'énergie en Roumanie et du besoin de l'électrification du pays, avec la loi actuelle de l'énergie, les capitaux étrangers trouvent en Roumanie un terrain d'activité extrêmement productif.

SIXIEME CHAPITRE

Les lois fiscales en Roumanie & les capitaux étrangers

§ 1. — *Généralités.*

1. — Suivant la politique pratiquée, concernant les capitaux étrangers, les lois fiscales peuvent être un moyen extrêmement puissant, pour les attirer ou pour les faire s'éloigner d'un pays.

En même temps, les lois fiscales peuvent diriger l'afflux des capitaux vers tel ou tel investissement, industrie ou commerce, selon la politique économique suivie par l'Etat.

2. — Les capitaux étrangers travaillant en Roumanie, sont soumis en principe aux mêmes impôts que les capitaux nationaux. Les lois fiscales roumaines des contributions directes prévoient, cependant, certaines exceptions à ce principe, qui seront relevées dans ce chapitre.

3. — Les contributions directes en Roumanie sont régies par la « loi pour l'unification des contributions directes et pour la création de l'impôt sur le revenu global » de mars 1923 avec les modifications subies ultérieurement.

La loi prévoit trois sortes d'impôts directs :

A. — Les impôts élémentaires :

- a) Sur le revenu des propriétés agricoles.
- b) Sur le revenu des propriétés bâties.
- c) Sur le revenu des valeurs mobilières.
- d) Sur le revenu commercial et industriel.
- e) Sur le revenu des salaires.
- f) Sur le revenu des professions et occupations.

D'après l'article 2 de la loi, sont soumises aux impôts élémentaires les personnes physiques ou juridiques auxquelles reviennent les revenus ci-dessus visés, sans tenir compte de leur nationalité ou de leur domicile. Il suffit, par conséquent, que ces revenus soient produits en Roumanie, pour être imposés.

B. — Les impôts additionnels.

Ces impôts sont perçus au profit du Département, de la Commune, ou des autres institutions publiques; sont assis sur les mêmes revenus que les impôts élémentaires et perçus en même temps que ceux-ci, par la majoration de leurs tarifs.

C. — L'impôt sur le revenu global.

C'est un impôt, frappant la totalité des revenus d'une personne, décompte fait des impôts payés et des dommages subis.

L'impôt global atteint toute personne, ayant son domicile ou sa résidence en Roumanie, pour ses revenus tirés de Roumanie ou de l'étranger.

D'après l'art. 56 de la loi, l'impôt global ne frappe que les personnes physiques, étant assis sur la totalité des revenus du contribuable. Par conséquent, les revenus des personnes juridiques ou des sociétés, destinés à être partagés entre les actionnaires, seront imposés entre les mains des actionnaires.

Nous aurons à étudier dans les paragraphes suivantes les catégories d'impôts, relevant les impositions différentes, concernant les capitaux étrangers.

§ 2. — *L'impôt sur les revenus des entreprises commerciales et industrielles.*

1. — D'après l'art. 30 de la loi de 1923, sont soumis à cet impôt tous les revenus des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

Le tarif actuel de cet impôt est le suivant :

- a) Pour les commerçants 17 % du revenu net.
- b) Pour les industries 14,80 % du revenu net.
- c) Pour les opérations de banque et d'escompte 19,20 %.

Ce tarif est appliqué, en principe, à tous les revenus, sans distinction de la nationalité des capitaux qui travaillent.

2. — L'art. 36 de la loi de 1923 prévoit que les entreprises industrielles et minières nouvelles bénéficient d'une exemption d'impôt, les premières cinq années de fonctionnement, si leur bénéfice net annuel ne dépasse pas 8 % du capital de l'entreprise, y compris les réserves et d'une réduction de 50 % de cet impôt, si leur intérêt est de 8 à 10 %.

D'après le même article, ces exemption et réduction seront accordées uniquement aux entreprises, ayant le capital en majorité roumain.

Une loi de 1930 modifie l'art. 36 dans le sens de faire bénéficier de l'exemption et de la réduction indiquées toutes les entreprises industrielles ou minières nouvelles, sans distinction de la nationalité de leurs capitaux.

3. — Les sociétés par actions sont imposées à leur siège, pour le bénéfice réalisé par toutes leurs entreprises et succursales trouvées en Roumanie (art. 37).

Concernant les entreprises, dont le siège ne se trouve pas en Roumanie, le même article prévoit qu'elles seront imposées au lieu où se trouvent les succursales, pour les bénéfices réalisés en Roumanie. Ces entreprises et succursales sont obligées de déclarer leurs bénéfices et d'établir le bilan pour les opérations et les capitaux dont résultent les bénéfices.

§. 3. — *L'impôt sur le revenu des propriétés bâties.*

1. — D'après l'art. 13 de la loi, sont soumis à cet impôt au nom des propriétaires, usufruitiers ou des titulaires de tout droit réel d'usage, les revenus des propriétés bâties et de celles assimilées à celles-ci : terrains virants des villes et terrains non cultivés attachés à une entreprise commerciale ou industrielle.

2. — Le tarif actuel de cet impôt est de 21,20 % du revenu net. Si le contribuable habite l'étranger plus de six mois par an, le tarif de l'impôt est de 30 % du revenu net.

Il est prévu par les instructions à la loi de 1930 que les propriétés bâties, appartenant aux sociétés anonymes, ayant leur siège à l'étranger, seront imposées au tarif de 30 %, si ces propriétés sont utilisées dans un but autre que celui pour lequel les sociétés visées ont obtenu l'autorisation de fonctionnement en Roumanie.

3. — Les exemptions et les réductions prévues par la loi sont accordées sans distinction de la nationalité des capitaux investis.

Il est à remarquer la disposition remise en vigueur le 3 août 1931 aux termes de laquelle, les propriétés bâties nouvelles sont exemptes d'impôts autant pour

l'élémentaire que pour le global pendant dix années, à partir du moment, où elles sont devenues habitables en totalité ou en partie.

Les bâtiments construits depuis 1921 et ceux qui seront construits jusqu'au 1^{er} janvier 1936, bénéficient, outre l'exemption vue ci-dessus, d'une réduction de 75 % de l'impôt, les cinq années suivantes et d'une réduction de 50 % pour une autre période de cinq années suivantes.

Une autre exemption à cet impôt est prévue pour les établissements d'eaux minérales pendant dix ans de fonctionnement; après cette période l'impôt sera réduit de 50 % pendant dix autres années suivantes.

§ 4. — *L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.*

1. — Dans les art. 22 et 23, la loi énumère les revenus qu'elle entend soumettre à cet impôt.

Le tarif actuel de cet impôt est le suivant :

Tarif général : 21,15 % du revenu.

Tarif réduit : 17,52 % pour les revenus des actions nominatives.

Tarif réduit : 12,10 % pour les revenus des dépôts en numéraire dans les banques.

Tarif réduit : 9,68 % pour les revenus des titres du Crédit Foncier et des sociétés pour l'habitation à bon marché.

Tarif réduit : 6,05 % pour les revenus de la rente de l'expropriation.

Une réduction importante du tarif est prévue pour les revenus des dépôts en numéraire faits par les étrangers, domiciliés à l'étranger, dans les banques de Roumanie : 6,60 % du revenu (loi du 23 décembre 1929).

2. — Cet impôt est assis sur les revenus bruts, pro-

venant de Roumanie et perçus par toute personne de Roumanie ou de l'étranger, et sur les revenus provenant des autres pays mais perçus par les habitants de la Roumanie. Ces derniers, étant imposés à 21,15 % sans distinction.

§ 5. — *L'impôt sur le revenu global.*

1. — L'impôt progressif sur le revenu global est assis sur la totalité des revenus annuels du contribuable, composée autant par les revenus soumis aux impôts élémentaires que par ceux exempts de cet impôt, et par les revenus tirés de l'étranger (art. 55).

Le tarif actuel de l'impôt progressif sur le revenu global varie entre 15 % et 40 %.

2. — Sont soumises à cet impôt les personnes physiques (art. 56) :

a) Tout habitant de la Roumanie, ayant sa résidence habituelle en Roumanie pour plus de six mois par an, et les citoyens roumains habitant l'étranger, par tous leurs revenus de Roumanie ou de l'étranger.

Si les étrangers, ayant leur résidence en Roumanie, sont assujettis dans un autre pays à un impôt progressif sur le revenu global, similaire à celui de Roumanie, ils pourront, jusqu'à l'entente avec les Etats étrangers, exiger que leurs revenus imposés à l'étranger ne soient imposés en Roumanie, que pour la différence du tarif roumain et celui étranger.

b) Les étrangers, qui n'ont pas leur domicile ni leur résidence en Roumanie, sont assujettis pour les revenus qu'ils tirent de Roumanie.

3. — Pour les personnes domiciliées à l'étranger, mais résidant en Roumanie, au moins six mois par

an, ou ayant leur domicile en Roumanie, mais dont les revenus sont tirés pour la plupart de l'étranger, si leur revenu global ne peut être établi d'une autre façon, il sera fixé en rapport avec la valeur locative de ces résidences, suivant un tarif spécial prévu par la loi (art. 62).

4. — Les revenus tirés de Roumanie par les habitants de l'étranger, dont le revenu global ne peut être établi, où l'on ne peut même pas préciser auxquelles personnes physiques ces revenus appartiennent, lorsque ces revenus sont perçus par les sociétés anonymes des autres pays, seront imposés à la source de ceux-ci par une majoration de 50 % du tarif de l'impôt élémentaire à la place de l'impôt global (art. 64 al. 2).

Il est à rappeler, que, selon les instructions à la loi, la majoration du tarif, dont il est question dans l'alinéa précédent, sera appliquée uniquement aux personnes physiques et aux sociétés particulières et non pas aux sociétés anonymes étrangères.

5. — Pour éviter la double imposition des capitaux mobiliers tirés de Roumanie par les étrangers, une loi du 28 mars 1926 ajoute à l'art. 64 de la loi de 1923, un nouvel aliéna, dérogeant aux art. 56, b. et 64, al. 2, et prévoyant que les revenus des capitaux mobiliers, tirés de Roumanie par les étrangers, personnes physiques ou juridiques, n'ayant pas leur domicile, leur résidence habituelle, ni leur siège principal en Roumanie, ne seront pas soumis à l'impôt progressif global, s'ils sont imposés dans leur pays d'origine.

D'après cet aliéna, sont exempts d'impôts global tous les revenus soumis à l'impôt sur les valeurs mobilières de l'art. 23 :

a) Les dividendes et les produits de toutes sortes, des actions, obligations, de tout titres ou droits des valeurs mobilières.

b) Les coupons de rente et des obligations de l'Etat Roumain.

c) Les intérêts et les produits de toutes sortes, reçus par ceux qui ne font pas d'affaires de banque.

d) Les redevances en numéraire ou en nature.

L'imposition au global, par la majoration du tarif de l'impôt élémentaire, prévue par l'art. 64, al. 2, sera appliquée aux autres revenus tirés par les étrangers personnes physiques : revenus du commerce et de l'industrie, revenus immobiliers, etc...

Nous voyons que pour tous les impôts, les capitaux étrangers bénéficient en Roumanie d'une parfaite égalité de traitement avec les capitaux nationaux.

Les exemptions et les réductions sont accordées sans distinction de la nationalité des capitaux.

Les capitaux étrangers bénéficient d'un régime de faveur concernant les dépôts en numéraire dans les banques de Roumanie et de quelques dispositions destinées à éviter la double imposition.

CONCLUSION

1. — La Roumanie, pays jeune, a toujours eu besoin des capitaux étrangers, auxquels elle a offert un terrain d'activité des plus productifs.

Leur infiltration sur le marché roumain est extrêmement forte et le rôle qu'ils ont joué dans le relèvement économique du pays est d'une importance remarquable.

Pour répondre aux intérêts vitaux de la nation, l'Etat Roumain, depuis même avant la guerre de 1914, a été obligé d'intervenir dans l'activité économique déployée en Roumanie pour aider et protéger la formation et le développement de la finance nationale, sans, pour cela, empêcher la participation des capitaux étrangers. Cette intervention a atteint son point culminant en 1924, lorsque par réaction contre l'esprit de domination économique de la finance étrangère, l'Etat roumain a dû assurer aux capitaux nationaux la participation à l'exploitation des richesses les plus importantes du pays.

La crise économique et la pénurie financière, dont la Roumanie souffre particulièrement depuis plusieurs années, a imposé l'orientation de sa politique concernant les capitaux étrangers vers un régime très accueillant, qui est celui d'aujourd'hui, concrété par des dispositions légales et les lois spéciales, dont l'évolution a été étudiée.

2. — Concernant le régime des sociétés étrangères il est certain, au point de vue juridique, que la détermination de la nationalité des sociétés d'après le Code de Commerce Roumain, laisse à désirer; étant illo-

gique de soumettre simultanément une société au régime des sociétés nationales et à celui des sociétés étrangères. Au point de vue pratique, cependant, ce régime n'a pas empêché l'activité de la finance étrangère parce que le régime des sociétés nationales, même lui, est très accueillant, aucune distinction concernant la nationalité des capitaux n'y étant prévue.

La restriction concernant l'acquisition de la propriété foncière rurale par les étrangers, mesure légitime pour l'Etat Roumain, à cause de l'invasion étrangère, toujours à craindre, n'est pas la cause pour laquelle la finance étrangère n'est pas encore entrée dans les exploitations agricoles du pays. La finance étrangère s'intéresse d'abord aux branches, se prêtant mieux à la concentration, comme sont les industries, le commerce de banque, etc...

Quant aux lois spéciales régissant actuellement les activités économiques les plus importantes du pays, par l'égalité de traitement des capitaux qu'elles établissent, la finance étrangère se trouve dans une situation privilégiée, dont elle saura profiter.

3. — Vu ces considérations; la participation à l'exploitation économique de la Roumanie, apparaît comme le meilleur placement pour la finance étrangère. La protection juridique des capitaux est assurée par des lois, excluant tout arbitraire et dont la stabilité ne fait pas de doute; la productivité est assurée par les richesses du pays et par le débouché qu'il présente.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY

Vu : *Le Président de la thèse,*
JEZE

Vu : *Le Doyen,*
BERTHELEMY

BIBLIOGRAPHIE

- HENRI TRUCHY. — *Cours d'Economie Politique*, Paris 1927.
- LAPEDATU. — *Problema Datoriei Publice si Reforma monetara*, Bucuresti 1925.
- V. SLAVESCO. — *Istoricul Bancii Nationale a Romaniei*, Bucuresti.
- GEROTA. — *Curs de societati comerciale*, Bucuresti.
- V. BRATIANO. — *Petrolul si Politica de Stat*, Bucuresti 1919.
- A. TOPLICEANO. — *Lupta pentru petrol*, Bucuresti 1929.
- BUREAU D'ÉTUDES DE LA BANQUE MARMOROSCH BLANK. — *Les Forces Economiques de la Roumanie*, Bucarest 1927-1930.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION. — <i>La circulation internationale des capitaux</i>	6
SECTION PREMIÈRE. — <i>La politique des pays exportateurs des capitaux et celle des pays importateurs des capitaux</i>	8

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — <i>La politique économique et financière de la Roumanie et les capitaux étrangers</i>	13
SECTION PREMIÈRE. — <i>Considérations sur le développement économique, sur la situation financière générale et sur l'infiltration des capitaux étrangers en Roumanie</i>	13
SECTION DEUXIÈME. — <i>Commencement d'une politique d'Etat concernant les capitaux étrangers</i>	25
SECTION TROISIÈME. — <i>La politique économique de la Roumanie de 1924 à 1929 et les capitaux étrangers.</i>	31
SECTION QUATRIÈME. — <i>La politique actuelle de la Roumanie et les capitaux étrangers</i>	34

DEUXIEME PARTIE

GÉNÉRALITÉS	37
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le régime juridique des sociétés commerciales en Roumanie et les capitaux étrangers.</i>	39
SECTION PREMIÈRE. — <i>La nationalité des sociétés d'après le code de commerce roumain</i>	39
SECTION DEUXIÈME. — <i>Conditions de fonctionnement des sociétés étrangères en Roumanie</i>	41
§ 1. Sociétés constituées à l'étranger, ayant en Roumanie un siège secondaire d'affaires	41
§ 2. Sociétés constituées à l'étranger, ayant en Roumanie leur siège social et l'objet principal de leur entreprise	46

SECTION TROISIÈME. — <i>Dispositions spéciales, concernant les sociétés d'assurances en Roumanie</i>	49
GÉNÉRALITÉS	49
<i>Conditions de fonctionnement des sociétés étrangères d'assurances en Roumanie</i>	50
CHAPITRE II. — <i>Régime de la propriété foncière rurale en Roumanie et les capitaux étrangers</i>	52
SECTION PREMIÈRE. — <i>L'acquisition de la propriété foncière rurale</i>	52
SECTION DEUXIÈME. — <i>Considérations sur le régime de la propriété foncière rurale en Roumanie et les capitaux étrangers</i>	55
CHAPITRE III. — <i>Régime de l'exploitation des biens propriété de l'Etat en Roumanie et les capitaux étrangers</i>	57
SECTION PREMIÈRE. — <i>Les biens propriété de l'Etat et leur exploitation</i>	57
SECTION DEUXIÈME. — <i>Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation des richesses de l'Etat, d'après la loi de la commercialisation de 1924</i>	61
I. Domaine d'activité	61
II. Système d'exploitation et forme de l'entreprise.	62
III. Administration et contrôle des entreprises	63
IV. Formation du capital de l'entreprise et le partage des bénéfices	65
V. Le personnel des entreprises	67
VI. Liquidation de l'entreprise	67
SECTION TROISIÈME. — <i>Considérations sur les conditions de participation des capitaux étrangers à l'exploitation des biens propriété de l'Etat, d'après la loi de la commercialisation de 1924</i>	69
SECTION QUATRIÈME. — <i>Régime actuel de l'exploitation des biens propriété de l'Etat et les capitaux étrangers</i>	72
§ 1. Généralités : la loi pour l'organisation et l'administration sur des bases commerciales des entreprises et des biens publics de l'Etat, du 16 mars 1929	72
§ 2. Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation des richesses de l'Etat d'après la loi de la commercialisation de 1929 ..	73
I. Domaine d'activité	73

II. Formes d'exploitation	74
III. L'autorité de contrôle	74
IV. L'affermage	75
V. La concession	76
VI. La régie mixte	77
SECTION CINQUIÈME. — <i>Considérations sur les conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation des biens de l'Etat d'après la loi du 16 mars 1929</i>	82
CHAPITRE IV. — <i>L'exploitation minière en Roumanie et les capitaux étrangers</i>	84
GÉNÉRALITÉS	84
SECTION PREMIÈRE. — <i>Le régime minier en Roumanie avant 1924 et les capitaux étrangers</i>	86
§ 1. La loi minière de 1895	86
§ 2. Considérations sur le régime minier en Roumanie avant 1924 et les capitaux étrangers	89
SECTION DEUXIÈME. — <i>La loi minière de 1924 et les capitaux étrangers</i>	91
§ 1. Généralités	91
§ 2. Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation minière d'après la loi du 3 juillet 1924	93
I. Domaine d'activité	93
II. Exploration des terrains miniers	93
III. Systèmes de l'exploitation	94
IV. Constitution de l'entreprise concessionnaire ..	95
V. Formation du capital de l'entreprise	95
VI. Durée de la concession	96
VII. Le personnel des entreprises d'exploitation ..	97
VIII. Cessation de la concession	97
IX. L'autorité minière	97
X. Caractères généraux de la propriété minière ..	98
§ 3. Considérations sur la loi minière de 1924 et les capitaux étrangers	99
SECTION TROISIÈME. — <i>La loi minière de mars 1929 et les capitaux étrangers</i>	100
§ 1. Généralités	100
§ 2. Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation minière d'après la loi actuelle de mars 1929	101

I. Domaine d'activité	101
II. Exploration des terrains miniers	101
III. Systèmes d'exploitation	102
IV. Constitution de l'entreprise concessionnaire ..	102
V. Durée de la concession	103
VI. Le personnel des entreprises	103
VII. Cessation de la concession	104
§ 3. Considérations sur la loi minière actuelle de mars 1929 et les capitaux étrangers	105
CHAPITRE V. — <i>La production de l'énergie en Rouma- nie et les capitaux étrangers</i>	107
GÉNÉRALITÉS	107
SECTION PREMIÈRE. — <i>La loi de l'énergie de 1924 et les capitaux étrangers</i>	109
§ 1. Généralités	109
§ 2. Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation de l'énergie en Rouma- nie d'après la loi de 1924	109
I. Production de l'énergie	110
A. Energie hydraulique	110
a) Obtention de la concession; b) Formation du capital de l'entreprise; c) Administration de l'entreprise concessionnaire; d) Taxes et rede- vances; e) Personnel de l'entreprise; f) Durée de la concession; g) Liquidation de l'entreprise.	
B. Energie thermique	113
a) Durée de la concession; b) Liquidation de l'entreprise.	
II. Transmission de l'énergie	114
a) Durée de la concession; b) Liquidation de l'entreprise.	
III. Distribution de l'énergie	115
§ 3. Considérations sur la loi de l'énergie de 1924 et les capitaux étrangers	115
SECTION DEUXIÈME. — <i>La loi de l'énergie de 1929 et les capitaux étrangers</i>	117
§ 1. Conditions de la participation des capitaux étrangers à l'exploitation de l'énergie d'après la loi actuelle	117
I. Dispositions générales de la loi	117
II. Production de l'énergie	118
A. Installations hydrauliques	118
a) Durée de la concession; b) Liquidation des entreprises.	

B. Installations thermiques	119
a) Durée de la concession; b) Liquidation des entreprises.	
III. Transport de l'énergie	120
IV. Distribution de l'énergie	121
V. Taxes et redevances	122
§ 2. Considérations sur la loi de l'énergie de 1929 et les capitaux étrangers	122
CHAPITRE VI. — <i>Les lois fiscales en Roumanie et les capitaux étrangers</i>	124
§ 1. Généralités	124
§ 2. L'impôt sur les revenus des entreprises commerciales et industrielles	126
§ 3. L'impôt sur les revenus des propriétés bâties.	127
§ 4. L'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.	128
§ 5. L'impôt sur le revenu global	129
CONCLUSION	132

